

**Industrie laitière tunisienne :**

## **la vérité des prix pour sauver la filière?**



### **A LA UNE**

Politique de relance  
un objectif réalisable  
ou une espérance  
insensée ?

### **LA TUNISIE QUI GAGNE**

Un chercheur tunisien  
invente un plastique  
ami de la nature

### **SECTEURS**

Alert :  
le plafonnement  
des prix menace le  
pouvoir d'achat

### **CULTURE**

Exposition «Hymne  
au ciel de Carthage»

# Hyundai Tucson Hybride

Puissance et sécurité.



09 CV – Garantie 5 ans ou 100 000 Km

Top grade au prix de **169 950<sup>DT</sup>**

## WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

### ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo  
les Berges du Lac - Tunis  
Tél. : (+216) 71 962 775  
(+216) 71 962 617  
(+216) 21 18 18 18  
(+216) 20 313 314  
(+216) 55 313 314  
Fax : (+216) 71 962 429  
Email : img@planet.tn  
www.webmanagercenter.com

### DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

### RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali  
Talat Bahoury

### RÉDACTION

Ali Driss  
Khmaies krimi  
Hajer Krimi  
Amani ibrahimi  
Sarrah Boudali

### PHOTOS

Anis MILI

### DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI  
Hela AMMAR

### DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

### ADMINISTRATION

Raja Bsaies  
Walid Zanouni

### FINANCE

Mohamed El Ayed

**Prix** : 3 Dinars

**Abonnement annuel** : 120 Dinars  
(inclus 2 mois gratuits)

### CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

# WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°171 du 30 Novembre 2023



## Politique de relance : Un objectif réalisable ou une espérance insensée?

« Un développement régional équitable et un aménagement intégré du territoire, une justice sociale fondée sur la solidarité sociale, un capital humain moteur du développement durable, une économie du savoir dynamo de l'innovation et de la créativité, une économie compétitive, diversifiée appuyant l'initiative privée et une économie verte adaptée au changement climatique ».



## Le gouvernement met-il en douce, l'accord de principe conclu avec le FMI ?

Le gouvernement tunisien, qui a misé sur le Fonds monétaire international (FMI) pour le cofinancement des budgets 2022 et 2023, a décidé de s'en passer pour le budget 2024.



## Un chercheur tunisien invente un plastique ami de la nature

Intervenant, le 21 novembre 2023, sur les ondes de la radio privée Mosaïque Fm, le jeune chercheur tunisien Nejib Guesmi a annoncé avoir inventé et développé une douzaine de produits plastiques amis de la nature.



## Record des températures mondiales et les émissions de gaz à effet de serre

Les engagements actuels pris dans le cadre de l'Accord de Paris mettent le monde sur la voie d'une augmentation de la température de 2,5 à 2,9°C par rapport aux niveaux préindustriels au cours de ce siècle, constate le dernier rapport sur l'écart d'émissions du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), publié avant 10 jours du sommet sur le climat de 2023 à Dubaï.



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS



SPORT



## Trafic aérien des passagers en hausse de 24,5%

Le trafic aérien des passagers via les aéroports tunisiens a augmenté de 24,5% durant les dix premiers mois de 2023, par rapport à la même période de 2022.



A Toute allure :

## Lettre de mon dinar !

Tu ne reconnaîtras peut-être pas l'expéditeur de cette lettre. Tu trouveras même un peu bizarre de recevoir une lettre par La Poste en ces temps de mail gratuit sur la Toile. C'est normal. Je me fais vieux. Pourtant, je suis tout un symbole de jeunesse et de liberté...



AVIS DE  
VENTE

Appel d'offres  
**vente de douze (12) lots de terrain**  
sis au lotissement La Perle du Lac II

La date limite de réception des offres  
au siège d'Al Buhaira-Invest, est fixée au

**MERCREDI 17 JANVIER 2024**  
**À 17H00**



*Politique de relance prônée par Ahmed Hachani*

## un objectif réalisable ou une espérance insensée ?

**« Un développement régional équitable et un aménagement intégré du territoire, une justice sociale fondée sur la solidarité sociale, un capital humain moteur du développement durable, une économie du savoir dynamo de l'innovation et de la créativité, une économie compétitive, diversifiée appuyant l'initiative privée et une économie verte adaptée**

**au changement climatique », c'est en substance les axes de la politique économique de l'Etat présentée par Ahmed Hachani chef du Gouvernement au parlement lors du coup d'envoi des discussions sur le projet de loi des Finances 2024.**

Le Chef du gouvernement affirme être optimiste et c'est rassurant, il est ambitieux aussi et c'est

réconfortant mais comment atteindre tous ces objectifs et par quels moyens ?

Parmi les mesures annoncées, l'approbation du projet de carte d'identification biométrique et du passeport biométrique pour répondre aux normes internationales, l'avancement sur les projets publics bloqués dans les domaines du Transport, de la Santé et des infrastructures,

l'achèvement de la consultation sur les projets de textes réglementant l'inclusion financière et le code des changes et celle sur la révision de la loi n°9 de 1989 réglementant les contributions et les établissements publics. Il a également cité l'article 96 du Code pénal et l'article 411 du Code de commerce relatif à l'émission de chèques sans provision ainsi que l'audit sur les recrutements et l'intégration dans la fonction publique, les institutions et les établissements publics visant à améliorer la gouvernance de toutes structures étatiques.

Ces mesures qui sont certes appréciables pourraient-elles métamorphoser le modèle économique en place projetant le pays dans le futur avec l'IA, l'économie verte, bleue, orange, la nanotechnologie, la robotique, etc ?

## **La révolution tunisienne n'a pas été suivie d'une révolution du savoir.**

Peu probable sans une révolution des lois et des mentalités ! La prétendue révolution tunisienne n'a pas été suivie d'une révolution du savoir sans parler des mauvaises pratiques installées par les prédateurs du pouvoir depuis 2011 sans ambition, sans programme et sans vision mais

excellent dans la chasse aux sorcières, la culture de la haine et la vindicte !

Le gouvernement Hachani doit donc bouleverser l'ordre établi à ce jour en s'attaquant sans trop tarder aux véritables maux de l'économie nationale et en prime la petite et moyenne corruption que nous trouvons dans des strates différentes de l'administration publique dans la logique instituée depuis plus de 10 ans de « koul w awakkel » (profites et laisse les autres profiter). Pour ce, non seulement il faut faire la grande purge en écartant les incompetents, les amnésies promus à des postes de hauts cadres et les partisans du moindre effort mais il est impératif d'engager sans tarder le chantier de la digitalisation quoiqu'il en coûte parce que l'Etat en sortira systématiquement gagnant. Si la corruption s'est développée à un rythme effréné ces dernières années, c'est par le contact physique, la digitalisation éliminera tout contact physique et mettra fin au népotisme et aux services rendus aux dépens des intérêts de l'Etat.

## **Garder les compétences et relancer la machine énergétique**

L'Etat tunisien devrait aussi mettre en place un plan d'action pour garder des compétences dont il a grandement besoin.

Professeur Sadek Chaabane, ancien ministre de la Justice vient de publier un post où il cite des chiffres effarants. « Notre véritable richesse est en train de partir en fumée. Selon l'IACE, le coût de formation d'un médecin spécialiste est de 12 MD, celui d'un ingénieur est de 2,7 MD. Entre 2015 et 2020, médecins spécialistes et 39 000 ingénieurs ont quitté le pays en direction de l'Europe et des pays du Golfe, ce qui coûte au pays, 2000 MD chaque année » !

Y'a-t-il de plus grosses pertes dans un pays saigné à blanc dans ce qu'il a de plus cher et qui n'arrive même pas à relancer l'exploitation de ses ressources naturelles ?

## **Notre véritable richesse part en fumée avec le départ de nos compétences**

Aux dernières nouvelles (Mois d'octobre) les exportations du secteur de l'énergie ont baissé de -35,7% et celles des mines, phosphates et dérivés de -27,3%, ce qui devrait pousser le gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à la dérive de ces activités.

S'agissant des énergies renouvelables citées par le Chef

du Gouvernement, quelles sont les mesures concrètes prises par l'Etat pour assurer une véritable dynamique du secteur ?

A ce jour, la Tunisie traîne du pied alors que ses voisins Maroc et Algérie avancent à grands pas développant les centrales photovoltaïques et même l'hydrogène vert que l'Algérie grande productrice de gaz et de pétrole exporte vers l'Italie via la Tunisie ! Devons-nous en rire ou en pleurer ?

Pendant ce temps des dossiers, des projets sont en attente au ministère de l'Industrie sans ministre à ce jour laissés à la merci des directeurs généraux, les agences telle l'ANME en charge de développer le secteur ne peuvent pas déployer leurs ailes sans l'approbation d'un premier responsable capable de voir et de décider !

Aussi, beaucoup d'entreprises en difficultés ont fermé leurs portes et face à un climat d'affaires peu encourageant, les investisseurs potentiels rechignent à mettre leur argent dans un pays où ils passent pour des « voleurs ». De grands chefs d'entreprises ont préféré fuir le pays plutôt que de comparaître devant la justice.


Et Même les déclarations rassurantes du Président de la République recevant le président d'une UTICA, elle-même, en

situation d'illégitimité électorale, n'arrivent pas à les convaincre de se fier au système.

### **Une baisse de la population active de près de 64 000 individus**

Résultat des crises successives de l'économie nationale, de l'absence de visibilité et de confiance : une baisse au troisième trimestre de 2023 de la population active de 63,8 000 individus, ce qui n'est pas peu, correspondant à une diminution de 1,1 point de pourcentage du taux d'activité.

Même les startups censées être encouragées ne trouvent pas leur compte. A ce propos, une étude réalisée par Tunisian Startups, en partenariat avec la Fondation Friedrich Nauman, sera incessamment présentée. On y parle de l'accès limité au marché international, des difficultés d'accès aux marchés publics, des barrières à l'entrée pour les startups et des complications liées aux transactions financières internationales qui font que nos startups préfèrent s'installer ailleurs.

 **L'heure n'est plus aux grandes promesses, mais aux grandes décisions économiques**

Alors que l'activité économique a enregistré un repli de la croissance du produit intérieur brut en volume de -0,2 %\* au cours du troisième trimestre de l'année en cours (juillet à septembre 2023), l'heure n'est plus aux grandes promesses, elle est plutôt celles des grandes décisions.

Nous avons compris que l'orientation de la politique économique tunisienne est sociale mais ce n'est pas en encourageant à tout va les sociétés communautaires que nous pourrions réussir plus de cohésion sociale et assurer un meilleur bien-être de la société.

Une économie sociale concilie les dimensions sociales, économiques et financières et peut dans le même temps créer des richesses. C'est donc un nouveau modèle économique que prône le Chef du gouvernement.

La question est : par quels mécanismes, quelles lois, quelle administration, quels moyens, il pourrait y parvenir ? Ce qui nous amène à nous poser une autre question : la politique de relance prônée par Ahmed Hachani est un objectif réalisable ou une espérance insensée ?

*Amel BelHadj Ali*

*\*Source : INS*



## Tunisie

# Le gouvernement met-il en douce, l'accord de principe conclu avec le FMI ?

**Le gouvernement tunisien, qui a misé sur le Fonds monétaire international (FMI) pour le cofinancement des budgets 2022 et 2023, a décidé de s'en passer pour le budget 2024. La ministre des Finances Sihem Boughdiri Nemsia a été très claire, à ce propos. Interpellée au parlement sur ce sujet, elle a déclaré que « les dispositions du PLF 2024 ont été conçues pour mobiliser des fonds sans avoir besoin de recourir à des prêts extérieurs et aussi pour parvenir à honorer les engagements financiers du pays, durant cette conjoncture délicate ».**

Néanmoins, le scénario de 2024 ne sera pas similaire à celui de

2023. Il sera plus contraignant et plus difficile. Ainsi, si la Tunisie est parvenue, en 2023, à tirer son épingle du jeu en dépit du blocage des négociations avec le FMI depuis 2019, les choses seront plus compliquées en 2024 et même en 2025. Et pour cause : la Tunisie aura à rembourser au cours des deux prochaines années deux prêts contractés sur le marché financier international privé de 1,850 milliard d'euros. C'est un gros montant que la Tunisie ne peut pas rembourser sans un concours financier du FMI et les apports financiers qui l'accompagneront.

La visite qu'elle effectuera en décembre prochain, en Tunisie une délégation du Fonds permettra, peut-être, de renouer

le dialogue entre les deux parties et de débloquer la situation d'autant plus que la Tunisie a franchi d'importants pas sur la voie de la mise en oeuvre du plan d'ajustement structurel (PAS) adopté, le 15 octobre 2022, au plan technique.

”bien que la Tunisie n'ait pas de nouveau programme à présenter au Fonds, elle œuvre à la mise en place des réformes, à travers le projet de loi de finances 2024, qui prévoit des mécanismes alternatifs pour le financement du système de subvention”



Ce même PAS auquel le Président Kaïes Saïed avait opposé son veto parce qu'il comportait, d'après lui, des risques de déstabilisation sociale, notamment, en ce qui concerne le volet de la compensation.

Pour mémoire, comme tout PAS du FMI, l'accord de principe conclu, le 15 octobre 2022, avec la Tunisie pour l'octroi de facilités de paiement d'un montant d'1,9 milliard de dollars, comporte un ensemble de mesures d'austérité dont le but est de réduire les déficits publics (augmentation des taxes, réduction de la masse salariale, élimination des subventions, privatisation des entreprises publiques déficitaires) et de freiner la demande privée, essentiellement à travers une augmentation des taux d'intérêt.

### **L'accord de principe conclu avec le Fmi serait irréaliste**

Certains observateurs crédibles de la chose tunisienne ont insinué dans leur analyse que le Chef de l'Etat était bien inspiré en refusant les conditionnalités de l'accord technique conclu avec le FMI pour une raison simple.

Cet accord, même s'il était validé par le FMI, n'avait aucune chance d'atteindre ses objectifs en raison du chaos qui règne dans le pays et de la fragilité du système politique de l'époque.

Dans un article publié au moment de la conclusion de cet accord de principe, Rakia Moalla-Fetini, ancienne chef de mission au FMI écrivait déjà : « je pense que dans les conditions actuelles (NDLR : entendre de l'époque), un programme avec le FMI, plutôt que d'apporter le salut que beaucoup de personnes espèrent, ne serait qu'une fuite en avant. Il aggraverait la spirale d'endettement abusif et excessif dans lequel la Tunisie a été engagée depuis le changement politique survenu en 2011, et rendrait toute opération de redressement future plus difficile et plus coûteuse ».

Et l'experte d'ajouter : «il est clair qu'aujourd'hui la priorité absolue pour la Tunisie est la réforme du système politique ».

Pour compléter sa pensée, le gouverneur de la banque centrale de Tunisie (BCT) a fait remarquer que « La priorité absolue pour la Tunisie est la stabilisation macro-économique ».

En clair sans stabilité politique et sans stabilité macro-économique, toute réforme engagée dans ces conditions était vouée à l'échec. C'était l'avis des experts.

### **Les gouvernements utilisent les lois de finances pour faire passer les réformes**

Au regard de ce qui s'est passé

depuis octobre 2022, il semble que ces experts ont été écoutés à temps et par le chef de l'Etat et par les gouvernements Nejla Bouden et Ahmed Hachani.

Le premier s'est attelé à réformer le politique en imposant son propre agenda dont la dernière composante, les élections locales qui doivent avoir lieu le 24 décembre 2023.

De leur côté, les gouvernements nommés après le coup de force constitutionnel du 25 juillet 2021, se sont employés à mettre en œuvre, dans la discrétion, les engagements pris dans l'accord de principe conclu avec le FMI, s'agissant notamment des réformes de la compensation, de la masse salariale et des entreprises publiques.

Conformément à cet accord concocté de A à Z par les Tunisiens selon la Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, les deux gouvernements ont recouru à plusieurs astuces et mécanismes pour réduire la compensation. Ils ont, particulièrement utilisé les lois de finances pour faire passer les réformes.

### **Indices, preuves, astuces**

A titre indicatif, l'Etat a confirmé dans le rapport sur le budget de l'Etat pour l'année 2023, sous le titre "subvention des carburants" que "l'ajustement automatique

des prix des produits concernés se poursuivra jusqu'à ce que les prix réels soient atteints."


Conséquence : le prix du carburant compensé auparavant a été augmenté depuis octobre 2022, au moins à cinq reprises.

La réduction de la compensation dédiée aux carburants satisfait totalement le FMI. Le directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds monétaire international, Jihad Azour (Liban) ne rate aucun point de presse sans rappeler que « les subventions aux carburants, par exemple, profitent principalement aux riches Tunisiens et constituent un « fardeau financier » dans un contexte de hausse des prix du pétrole.

Autre astuce utilisée par ces gouvernements pour réduire la compensation, ils ont mis à profit des crises exogènes (pandémie Covid 19 et guerre russo-ukrainienne...) pour réviser à la baisse les importations de produits de base (céréales, sucre, café, huile végétale ...). Une telle pratique a créé, par moments, des pénuries catastrophiques et généré, indirectement une augmentation des prix de ces produits.

Mieux, dans le but de récupérer une partie des dépenses de compensation, le projet de loi de finances (PLF) 2024 comporte

des mesures visant à augmenter le taux de redevance sur certaines activités commerciales et économiques qui utilisent des produits et matériaux subventionnés (pain, sucre...), s'agissant, entre autres, des activités à caractère touristique. La règle étant : ne doivent bénéficier de la compensation que ceux qui en ont réellement besoin.

 **«les subventions aux carburants, par exemple, profitent principalement aux riches Tunisiens et constituent un « fardeau financier » dans un contexte de hausse des prix du pétrole»**

Concernant la masse salariale dont la part dans le PIB est des plus élevées dans le monde d'après le FMI, les gouvernements qui se sont succédé depuis 2017 ont suspendu dans les lois de finances le recrutement dans la fonction publique, encouragé les départs à la retraite et interdit le remplacement des retraités, soit une réduction de 20 mille par an.

**La situation des entreprises publiques examinée au cas par cas**

Vient ensuite la problématique des entreprises et établissements publics et leur lot de déficits et

de pertes (10 milliards de dinars environ). Pour contourner le niet déclaré par le chef de l'Etat quant à leur cession prévue par l'accord de principe avec le FMI, leur situation est examinée au cas par cas à la faveur d'audits approfondis. L'ultime objectif étant de les préserver. Dans cette perspective, des business plans ont été mis au point pour redresser des entreprises publiques comme le transporteur public, Tunisair, la compagnie des phosphates de Gafsa, l'Office du commerce, la Société générale d'entreprise de matériel et de travaux (Somatra-Get)...

A la lumière de ces faits et éclairages, nous sommes tentés d'avancer que le gouvernement tunisien est en train de mettre en œuvre, dans la discrétion, l'accord de principe conclu le 15 octobre 2022 avec le Fmi.

C'est dans ce contexte qu'il importe de comprendre la déclaration faite par la ministre des Finances, Sihem Boughdiri Nemsia. Elle avait déclaré que "bien que la Tunisie n'ait pas de nouveau programme à présenter au Fonds, elle œuvre à la mise en place des réformes, à travers le projet de loi de finances 2024, qui prévoit des mécanismes alternatifs pour le financement du système de subvention ».

ABOU SARRA



*Tunisie*

## l'endettement, une solution de court terme pour l'Etat, affirme la ministre des Finances

**Le recours à l'endettement intérieur et extérieur demeure une solution de court terme, pour que l'Etat puisse honorer ses engagements, notamment le remboursement des crédits estimés à près de 25 milliards de dinars, a indiqué La ministre de Finances Sihem Nemsia.**

La ministre a ajouté, lors d'une plénière tenue samedi, au cours de laquelle, elle a présenté des explications sur les interrogations

des députés, lors du débat général sur les projets du budget de l'Etat, de la balance économique et de la loi de finances 2024, que le recours à l'endettement sur le court terme est une solution pour permettre à l'Etat d'honorer ses engagements, relatifs au remboursement du crédit, des dépenses salariales et de la subvention des produits de base, les transferts sociaux, ainsi que des hydrocarbures.

«Le recours à l'endettement intérieur et extérieur demeure une solution de court terme, pour que l'Etat puisse honorer ses engagements» - Sihem Nemsia, ministre des Finances

Elle a précisé que les ressources fiscales sont importantes pour parvenir à la pérennité

financière publique, soulignant que l'amélioration des recettes du budget pour maîtriser les équilibres financiers, a été prévue dans le projet du budget de 2024. Elle a souligné que le projet du budget vise à préserver la pérennité financière publique, faisant savoir que le gouvernement œuvrera, dans le cadre de l'appui aux ressources propres de l'Etat, à réaliser des revenus de près de 49 milliards de dinars, soit une hausse de 8% par rapport aux résultats actualisés pour l'année 2023.

" Ces ressources propres, qui représentent l'un des piliers de la maîtrise des finances publiques

et de la réduction du niveau des déficits budgétaires et donc de la réduction des besoins de financement, proviendront principalement des recettes fiscales estimées à 44 milliards de dinars, soit 89,6 % des ressources propres, en 2024" a-t-elle avancé.

Dans sa réponse aux questions des députés selon lesquelles le projet constitue une copie identique aux projets précédents, la ministre a noté que la préparation du projet de budget a été fondée sur des règles et des cadres juridiques ainsi que sur l'application de la loi budgétaire principale.

«Les ressources fiscales sont importantes pour parvenir à la pérennité financière publique» - Sihem Nemsia

Elle a précisé que les hypothèses du projet de loi des finances de l'année prochaine ont été ajustées sur la base d'études scientifiques techniques, ainsi que sur les attentes des organisations internationales à l'instar de l'hypothèse du prix du baril de pétrole.





## *Syndicalisme*

# Menaces et nouvelles tendances

**Selon Mansour Helal, universitaire, spécialiste du droit social, les progrès technologiques perceptibles à travers le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'émergence de l'Intelligence artificielle (IA) vont impacter, considérablement, le monde du travail avec comme corollaire probable, une réduction significative du rôle des syndicats.**

L'universitaire, qui donnait, le 11 novembre 2023, à Tunis, une conférence dans le cadre d'un débat organisé par la Fondation Mohamed Ali Hammi (FMAH) sur le thème « Nécessité de refonder le mouvement syndical tunisien pour une Tunisie meilleure », devait axer son intervention sur les nouvelles tendances du syndicalisme dans le monde.

🔴🔴 **L'ère d'une seule activité et d'un seul salaire, c'est fini. L'heure est à la pluriactivité.**

Dans un premier temps, il a rappelé les étapes historiques de l'évolution du monde du travail, de la conscience des travailleurs et de leur organisation sociale.

Ainsi, on est passé de la phase artisanale (corporation des métiers), à la phase industrielle (organisation syndicale et à la phase post-industrielle (organisation de clubs professionnels corporatistes).

### **Nouvelles formes d'emploi et devenir syndical**

Mansour Helal devait aborder, ensuite, les nouvelles formes

d'emploi et le devenir syndical.

En réponse aux techniques de l'information et la communication (digitalisation, numérisation et intelligence artificielle), les nouvelles formes d'emploi peuvent être classées selon deux techniques juridiques :


- **Le jeu sur le temps** : recours au contrat à durée déterminée, recours au travail à temps partiel, recours à la période d'essai ...
- **Le jeu sur l'espace** : travail à domicile, télétravail, recours à la sous-traitance du personnel

D'après lui, toutes ces nouvelles formes d'emploi vont transformer le statut du travailleur avec plus de précarisation.

Les indices en seront : la disparition du salariat, l'affaiblissement du lien de subordination classique, l'augmentation du nombre des travailleurs indépendants, la flexibilité accrue des formes d'emploi, l'effacement des notions de limite de travail et de temps de travail.

En somme, le conférencier estime qu'au regard de l'évolution du monde du travail, le nomadisme sera, dorénavant, la règle, voire la norme. Autrement dit, ce n'est plus la présence au lieu du travail mais la réalisation de l'objectif fixé qui déterminera, dans l'avenir, la rémunération.

En plus clair encore, l'ère d'une seule activité et d'un seul salaire, c'est fini. L'heure est à la pluriactivité.

 **Les syndicats doivent innover pour être des acteurs plus forts, plus pertinents et plus représentatifs pour les travailleurs**

### Scénarios futurs

Face à tant de mutations technologiques et de nouvelles tendances comportementales au travail, Mansour Helal perçoit quatre scénarios de la pratique

future du syndicalisme.

Le premier consiste en sa marginalisation avec comme conséquences : baisse du taux de syndicalisation et vieillissement des personnes syndiquées.

Le deuxième serait ce qu'il a appelé « la dualisation » : les syndicats défendent leurs positions actuelles et offrent des services aux membres qui leur sont les plus proches.


Le troisième serait le remplacement des syndicats. Il s'agirait d'une éventuelle concurrence entre les syndicats et les autres acteurs (ordres professionnels, médecins, architectes...).

Le quatrième porterait sur la revitalisation : les syndicats auront tendance à utiliser des tactiques innovantes leur permettant de devenir des acteurs plus forts, plus pertinents et plus démocratiques et donc plus représentatifs pour les travailleurs.

Quant aux techniques idéales pour transformer, dans de bonnes conditions, les syndicats, le conférencier en cite trois.

Il s'agit de trouver le juste milieu entre le formel et l'informel, de concilier nouvelles technologies-capital humain (mix entre l'humain et le digital) et de faire face au capital global des multinationales.

Faut-il souligner : ces dernières, de plus en plus puissantes financièrement, ont tendance à programmer les augmentations salariales et autres promotions sociales avant même que les syndiqués ne les réclament. Elles ont tendance en quelque sorte à anticiper sur toute tentative de déclenchement des revendications syndicales.

 **Les mutations technologiques transformeront le statut du travailleur avec plus de précarisation**

Quant à nous, nous pensons qu'au regard du sous-développement -bien sous-développement-, du syndicalisme en Tunisie, nos syndicats, particulièrement, l'UGTT ont intérêt à faire l'effort pour s'adapter ou disparaître.

L'enjeu serait pour eux de faire preuve d'innovation et d'explorer de nouvelles pistes pour perdurer comme c'est le cas en Europe. Les syndicats dans le vieux continent ont trouvé dans l'écologie et l'amélioration des conditions de vie dans les milieux de travail de nouveaux horizons pour perdurer. A bon entendeur.

ABOU SARRA

## UGTT

# la loi de finances 2024 est dépourvue de vision



**Le secrétaire général adjoint de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Anouar Ben Kaddour, a déclaré jeudi que " la loi de finances 2024 ne prévoit aucun projet de réforme et ne diffère pas des lois précédentes, étant donné l'écart constaté entre le discours politique et le contenu de la loi".**

**»Retarder la réforme entraînerait un coût très élevé pour tout projet de réforme.» - Anouar Ben Kaddour, secrétaire général adjoint de l'UGTT**

Ben Kaddour a ajouté, dans une déclaration à l'agence TAP en marge des travaux de

la commission administrative extraordinaire de l'UGTT, que "La loi est également dépourvue de toute vision concernant la compensation et la manière de la réformer, ou comment réformer les entreprises publiques, le système éducatif ou le système de santé en l'absence de budgets alloués au processus de réforme".

D'autre part, il a souligné que retarder la réforme entraînerait un coût très élevé pour tout projet de réforme, indiquant que l'absence d'une vision prospective reste la base de toute approche de gouvernance, citant la question des changements climatiques, pour laquelle aujourd'hui les budgets nécessaires n'ont pas été alloués pour réduire ses effets et trouver des solutions aux défis qu'ils posent et ses répercussions.

**»La loi est également dépourvue de toute vision concernant la compensation et la manière de la réformer, ou comment réformer les entreprises publiques, ...»  
- Anouar Ben Kaddour, secrétaire général adjoint de l'UGTT**

Le secrétaire général adjoint du Syndicat a regretté que le syndicat n'a pas été convoqué dans l'élaboration de la loi de finances ni dans les commissions de l'assemblée des représentants du peuple, alors que les revendications du peuple tunisien sont essentiellement des revendications sociales , dont les plus importants sont la compensation et la lutte contre la hausse des prix, la pénurie des produits de base, la détérioration des transports et des services de santé, et les problèmes de l'éducation, qui, a-t-il déclaré, sont " au cœur des préoccupations des syndicats et organisations de travail "



LA TUNISIE  
QUI GAGNE



## Un chercheur tunisien invente un plastique ami de la nature

Intervenant, le 21 novembre 2023, sur les ondes de la radio privée Mosâïque Fm, le jeune chercheur tunisien Nejib Guesmi a annoncé avoir inventé et développé une douzaine de produits plastiques amis de la nature. Entendre par là que les nouveaux produits sont composés de matières biologiques non polluantes. Le plastique ordinaire classique est fabriqué pour mémoire à base de pétrole, matière extrêmement polluante.

Il s'agit de toute évidence d'une grande invention qui

va révolutionner le monde du plastique en cette ère où la demande environnementale et écologique devient de plus en plus pressante.

Fruit de travaux de recherche menés à l'Institut royal de technologie de Stockholm, les nouveaux produits plastiques, ont les spécificités techniques suivantes. Selon le chercheur, ils sont fabriqués en deux à cinq minutes à une température ne dépassant pas les 60 degrés. Contrairement au plastique classique qui met des centaines

d'années pour se décomposer, ces nouveaux plastiques se dégradent rapidement et deviennent recyclables, après une simple manipulation.

Côté marché et industrialisation des nouveaux produits, Nejib Guesmi a révélé qu'une entreprise néerlandaise a manifesté son intérêt pour cette invention et qu'un accord de partenariat, pour le développement d'autres produits dérivés, sera bientôt signé.

ABS



## Répartition des retraités selon les classes de pension 2002 - 2012

Classe de pension	2002	2004	2006	2008	2010	2012
Inf au SMIG	17,15	14,53	11,91	11,57	7,65	5,73
[SMIG-2SMIG[	35,1	33,53	31,66	30,85	28,74	24,57
[2SMIG-3SMIG[	22,21	21,57	21,63	21,48	22,84	23,1
[3SMIG-4SMIG[	15,41	18,58	20,98	23,12	24,76	27,75
[4SMIG-5SMIG[	4,94	5,81	7,23	6,49	8,13	9,53
[5SMIG-6SMIG[	2,29	2,65	2,89	2,94	3,38	3,96
sup à 6SMIG	2,9	3,33	3,7	3,55	4,5	5,36
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Lecture : en 2012, 24,57% du nombre des retraités perçoivent une pension variant entre 1SMIG et 2SMIG





### *Industrie laitière tunisienne*

## la vérité des prix pour sauver la filière?

**Privée d'ajuster son prix de vente, sevrée de subventions, la filière est en stress financier. Aller vers la vérité des prix, serait la "juste" solution ?**

Vendredi 10 courant, la CONECT organisait son troisième congrès. Le choix économique de la Centrale privilégie une politique économique sectorielle. Un panel a été organisé pour la circonstance, se penchant sur la situation de quelques filières clés de l'économie tunisienne.

Ali Klebi PDG de la société Vitalait, a exposé la situation de l'industrie laitière mise à mal par la rigidité de la politique des prix des produits dits de base. Une piste pour aider la filière à renouer avec la performance a été présentée. La filière sévèrement écrémée, peut se remettre, au prix d'un ajustement de marché, à faire son beurre ! Détails.

#### **Un Pari gagnant**

Le parcours de l'industrie laitière

en Tunisie est édifiant. Il faut savoir que jusqu'en 1983 on a importé du lait en poudre. À cette date et par souci de souveraineté alimentaire la production locale a été amorcée avec une approche volontariste. En régime de croisière la filière comptait 112.000 petits producteurs possédant 5 à 7 têtes. Près de 250 collecteurs, privés en majorité, assurent le ramassage. Quarante conditionneurs/industriels ferment la marche.

## Près de 15 % du cheptel a été perdu

Le pays après avoir accédé à son autosuffisance a pu dégager un excédent à l'export. La formation du prix était simple. Le prix de production se situait à 1,980 dinar. L'État ristournait 640 millimes aux conditionneurs de sorte que le prix public soit de 1,340 dinar. Et Ali Klebi de soutenir que le marché roulait tranquillement. Mais une première fissure est apparue. L'État, n'a pas servi la subvention aux conditionneurs et puis la guerre en Ukraine est survenue.

### **Un secteur en fermentation avancée**

Des suites de certains événements à l'échelle du monde, subitement les cours des aliments importés et ceux d'autres intrants ont flambé de plus de 40 %. La seule botte de foin locale est passée de 20 à 34 dinars.

## L'État doit 400 milliards de millimes aux conditionneurs

Les petits producteurs n'ont pas pu répercuter ce surcoût sur le prix, car administré. Et cela a perturbé toute la filière. Ne pouvant travailler à perte les

petits producteurs ont cédé leur bétail. Près de 15 % du cheptel a été perdu soutien Ali Klebi.

Les autres producteurs s'arrangent au petit bonheur la chance parfois même en recourant au robinet pour 5 à 10 %, des volumes. Pour leur part les conditionneurs sont également à la peine. Ils protègent leur marge en augmentant les prix des produits dérivés tel, les yaourts par exemple, dont les prix ont, par ailleurs, explosé.

Quoi qu'il en soit le secteur reste en stress financier. L'État doit 400 milliards de millimes aux conditionneurs dont 100 milliards à Vitalait. De ce fait cette dernière a payé 5,7 milliards de millimes en agios en 2022 et en paierait 7 en 2023. A l'évidence la situation appelle une prise en mains et les opérateurs disent qu'ils sont en pourparlers avec les pouvoirs publics. Ali Klebi propose la solution Conect.

### **Oser la vérité des prix**

Conect rappelle que dans la région, les prix sont bien plus élevés qu'en Tunisie. En Algérie il est de 3 TND, il est de 3,2 TND au Maroc et 2,8 TND en Égypte. Par conséquent laisser filer le prix du litre de lait de 1,4 à 1,8 dinar ne serait pas catastrophique sachant qu'à ce prix c'est toute la filière qui recouvre la santé. À bien calculer 400 millimes par

jour nous ramène à 12 dinars par mois pour un ménage. Cela reste supportable.

## Laisser filer le prix du litre de lait de 1,4 à 1,8 dinar ne serait pas catastrophique

À défaut c'est la filière qui implose nous contraignant à importer d'Europe, qui est la zone excédentaire la plus proche. A ce niveau, il faut rappeler que le prix FOB d'Europe serait de 1 euro, soit l'équivalent de 3,3 TND. Si l'on y ajoute toutes les autres charges notamment de transport on avoisinerait les 3,7 dinars. La décision attendue ne fait pas de doute.

De surcroît pourquoi ne pas libérer le secteur et laisser faire le libre jeu de la concurrence comme dans notre voisinage direct. Nous ajouterons pour notre part que l'approche Conect s'apparente à celle empruntée par le Conseil d'Analyse Economique dirigé par Afif Chelbi et qui a inspiré les pactes de compétitivité pour les filières de production. Celle-ci possède une approche plus globale. Et par conséquent plus impactante.

*Ali Abdesslem*



## Tunisie - OACA

# trafic aérien des passagers en hausse de 24,5%

**Le trafic aérien des passagers via les aéroports tunisiens a augmenté de 24,5% durant les dix premiers mois de 2023, par rapport à la même période de 2022. Il s'est établi à 7 611 650 "mouvements passagers", selon les statistiques de l'Office de l'aviation civile et des aéroports (OACA), rendues publiques, lundi.**

Cette tendance haussière a marqué le trafic aérien dans la majorité des aéroports tunisiens, avec une augmentation de 22,5% pour l'aéroport international de Tunis Carthage (5 657 301 mouvements passagers), de 29,8% pour l'aéroport international de Djerba-Zarzis (1 790 233 mouvements passagers), de 50,3% pour l'aéroport international de Sfax-Thyna (146 470 mouvements) et de 9,1% pour l'aéroport international de Gabès-Matmata

(3 232 mouvements).

Le trafic a en revanche, baissé de 13,7% à l'aéroport international de Tozeur-Nefta (11 635 mouvements) et de 12% à l'aéroport international de Tabarka-Ain Draham (2 259 mouvements).

Les statistiques de l'OACA font également, état d'une hausse de 17,81% du trafic commercial "mouvements avions" durant les dix premiers mois de 2023, par rapport à la même période de 2022, avec 64 445 mouvements avions enregistrés.

Pour les mouvements avions, la hausse a été de 19,8% pour l'aéroport international de Tunis Carthage (47 252 mouvements), de 17,1% pour l'aéroport international de Djerba-Zarzis (13 457 mouvements) et de 2,6% pour l'aéroport international de

Sfax-Thyna (3 193 mouvements). Le trafic "mouvements avions" à toutefois, régressé de 13,6% pour l'aéroport international de Tozeur Nefta (241 mouvements), de 30,8% à l'aéroport international de Tabarka-Ain Draham (155 mouvements) et de 2,7% pour l'aéroport international de Gabès-Matmata (144 mouvements).

Le trafic de Survol (Avions transitant par l'espace aérien tunisien) a atteint 44 197 mouvements durant les dix premiers mois de 2023, soit une évolution de 44,6% par rapport à la même période de 2022.

*(Nota : Ces chiffres sont celles des aéroports gérés par l'OACA, elles n'incluent pas les données des aéroports d'ENFIDHA et de Monastir gérés par TAV aéroports)*



## La récolte des agrumes en hausse de 26% pour la saison agricole 2023-2024

**La récolte des agrumes pour la saison agricole 2023/2024 s'inscrit en hausse de 26% par rapport à la saison écoulée, atteignant 365 mille tonnes, selon le groupement interprofessionnel des fruits (GiFruits).**

Cette hausse découle de l'augmentation de la production des clémentines (+33%), des oranges malaises (+26%) et des oranges de type Navel (+23%), explique le groupement à l'Agence TAP. .

Malgré les mesures restrictives relatives à l'utilisation de l'eau pour l'irrigation, la production d'agrumes de Nabeul, qui contribue à hauteur de 73% de

la production nationale, a connu une hausse de 33% par rapport à la saison écoulée.

Par ailleurs, la vente de la plupart des agrumes sur pied atteint 60%, indique la même source, précisant que le prix oscille entre 1,2 et 1,8 dinar le kilo.

Le groupement a fait savoir à ce sujet, qu'une baisse relative des prix devrait être enregistrée dans les différents marchés de détail, au fur et à mesure de l'avancement de la saison de la cueillette qui a démarré vers la mi-octobre.

Les exportations des oranges malaises (bien connues en Europe) devraient atteindre 12

mille tonnes cette année, d'après le GIF. Afin de garantir une meilleure qualité des produits proposés, il a été décidé de sensibiliser les exportateurs à la nécessité de procéder à une analyse des résidus des pesticides sur les fruits et d'intensifier les opérations de contrôle dans ce domaine.

En Tunisie, le secteur des agrumes compte 12 mille producteurs, pour la plupart des petits exploitants. Il constitue une source de revenu pour près de 30 mille familles. Les agrumes constituent 30% de la production des fruits en Tunisie et contribue à hauteur de 4,4% à la valeur globale de la production agricole.

# Mubawab affiche les prix moyens des bureaux proposés à la location en 2023



**Les prix moyens au m<sup>2</sup> des bureaux proposés à la location en Tunisie ont enregistré une hausse de 15% en 2023, par rapport à la même période de l'année précédente, révèle le site tunisien des annonces immobilières "Mubawab.tn" dans la deuxième édition de son étude dédiée à l'immobilier d'entreprise publiée mercredi.**

Dans cette étude qui a couvert la période de janvier 2023 à octobre 2023, Mubawab fait état d'une évolution de 7% des prix moyens au m<sup>2</sup> des bureaux proposés à la vente en Tunisie en 2023 par rapport à la même période de l'année 2022.

Selon l'étude qui cible les bureaux et les locaux commerciaux, les

zones présentant l'offre la plus dense de bureaux à la location sont aussi les plus sollicités par les professionnels.

Ces zones comprennent les Berges du Lac 1 avec un prix de location de 265 dt/m<sup>2</sup>, les Berges du Lac 2 (280 dt/m<sup>2</sup>) et Montplaisir (215 dt/m<sup>2</sup>). Il y a également, le Centre Urbain Nord (270 dt/m<sup>2</sup>) et Ariana Ville (170 dt/m<sup>2</sup>).

Ce positionnement s'explique par l'emplacement stratégique de ces quartiers, leur vitalité économique et la modernisation de l'infrastructure urbaine, explique l'agence immobilière.

S'agissant des tarifs de location des bureaux les plus élevés, ils

sont enregistrés aux Jardins de Carthage (290 DT/m<sup>2</sup>) et aux Berges du Lac 2 (280 DT/m<sup>2</sup>), surpassant le Centre Urbain Nord (270 DT/m<sup>2</sup>) et Les Berges du Lac 1 (265 DT/m<sup>2</sup>).

Les zones d'Ennasr 2 et d'Ariana Ville présentent des prix de location moyens quasi identiques, variant respectivement de 170 DT/m<sup>2</sup> à 175 DT/m<sup>2</sup>.

Bab Bhar affiche également une fourchette de tarifs de location similaire, s'élevant à 170 DT/m<sup>2</sup>.

Pour les locaux commerciaux, l'étude indique que les quartiers de la Marsa (460 DT/m<sup>2</sup>), de l'Aouina (360 DT/m<sup>2</sup>) et de la Soukra (280 DT/m<sup>2</sup>) sont en tête de liste des endroits phares en matière de location. Ce positionnement se traduit par la diversité de l'activité commerciale, la mixité socio-économique et l'emplacement (sur l'axe Tunis- La Marsa).

Hormis la capitale, Hammam Sousse se trouve en tête du classement des zones les plus attractives au niveau de la location commerciale affichant une moyenne de prix de 205 dinars pour le m<sup>2</sup>.



التجاري بنك  
Attijari bank

Croire en vous

[WWW.ATTIJARIBANK.COM.TN](http://WWW.ATTIJARIBANK.COM.TN)

PLUS SIMPLE  
PLUS ACCESSIBLE



## *INFOGRAPHIE*

# L'Observatoire Raqabah alerte sur la crise de production de phosphate

En raison du secret étroit maintenu par la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) et l'autorité de supervision sur les chiffres réels de la production de phosphate pour les mois précédents, et face aux campagnes de propagande et de fausse publicité de certaines plumes et tribunes pour tromper les Tunisiens en présentant des résultats de production fictifs, l'Observatoire Raqabah a obtenu les chiffres réels précis de la

production de phosphate pour la période allant de janvier 2023 à fin octobre 2023.

Ces chiffres ont révélé une baisse de la production de phosphate pour la période de janvier 2023 à octobre 2023, comparée à la même période en 2022 de 25 %. La production n'a pas dépassé 2,3 millions de tonnes au cours des dix derniers mois, contre 3,1 millions de tonnes pour la même période en 2022.

L'Observatoire a signalé dans son rapport du 3 juillet 2023 une baisse de 14 % de la production de phosphate commercial au cours du premier trimestre de 2023 par rapport à la même période de 2022. En se basant sur le rythme de production des quatre premiers mois de 2023, la production totale prévue pour 2023 devrait atteindre 2,9 millions de tonnes.

Cependant, la baisse s'est



intensifiée au deuxième et au troisième trimestre de 2023, atteignant respectivement 27% et 31% par rapport à la même période de 2022. Cela confirme qu'il est impossible de produire 2,9 millions de tonnes de phosphate commercial pour toute l'année 2023, ce qui en ferait la production la plus faible de phosphate commercial au cours des dix dernières années.

Evolution production Phosphate Comparativement aux chiffres de production programmés inclus dans le budget 2023 (soit 4,8 millions de tonnes pour les dix premiers mois), seuls 48 % de la production prévue ont été réalisés, soit un écart de 2,5 millions de tonnes. En se basant sur le même rythme de production, l'écart entre le prévu et le réalisé atteindra plus de 3 millions de tonnes à la fin de 2023.

La situation de la production à la Compagnie des Phosphates de Gafsa a eu un impact négatif sur l'approvisionnement de l'usine chimique en phosphate, avec seulement 1,7 million de tonnes reçues au cours des dix premiers mois de 2023. Ainsi, les quantités de phosphate reçues pour toute l'année 2023 ne dépasseront pas 2 millions de tonnes, créant un écart annuel entre les réalisations et les estimations de 3 millions de tonnes, soit 60 %.

L'Observatoire, après avoir examiné toutes les données disponibles concernant la production et la commercialisation du phosphate en relation avec les activités de la Compagnie des Phosphates de Gafsa et de l'usine chimique tunisienne, estime que la situation est catastrophique à tous égards et nécessite une intervention urgente.

Cette forte baisse de la production explique le silence absolu et le camouflage total de la direction générale de la Compagnie des Phosphates de Gafsa et des services du ministère de l'Industrie (qui est sans ministre depuis mai dernier). Il s'agit d'un comportement étrange contraire au devoir de transparence, de crédibilité et de non-tromperie des autorités publiques.

Cependant, le comportement le plus étrange est celui des campagnes de tromperie et de mensonge menées par certains médias, en se basant sur des chiffres fictifs et des analyses mensongères, pour promouvoir une augmentation de la production et des "indicateurs positifs sans précédent pour le secteur depuis dix ans... et un nouvel élan dans la production, la commercialisation et la gouvernance du secteur", comme l'a prétendu un chroniqueur le 15 novembre 2023.

L'Observatoire Raqabah estime que la première étape de la réforme est de reconnaître la réalité, de comprendre les raisons de la détérioration, de tenir responsables ceux qui trompent les institutions de l'État et mentent à l'opinion publique, et d'étudier les conditions de la réforme par le biais d'une approche intégrée et d'un dialogue sérieux avec toutes les parties concernées, les experts et la société civile, avant de lancer un programme de réforme structurelle pour sauver l'entreprise et le secteur, entre les mains de compétences qualifiées et intègres.

Au cours de la période récente, l'Observatoire a écouté plusieurs jeunes compétences de l'entreprise qui ont présenté des propositions innovantes pour redresser l'entreprise et le secteur. Cependant, personne dans l'entreprise ou dans les organes de supervision ne semble s'en soucier. Certains ne veulent pas redresser la situation pour préserver des positions et des intérêts étroits au détriment du groupe national.

*Le phosphate reste une richesse gaspillée en raison de la corruption et de l'incompétence.*

*(Source : Communiqué de l'Observatoire Raqabah)*



*Alert*

## le plafonnement des prix menace le pouvoir d'achat

L'Association de Lutte contre l'Economie de Rente (Alert) a appelé, jeudi, le ministère du Commerce à annuler "rapidement" ses récentes mesures de plafonnement des prix de certains produits de consommations, les qualifiant de mesures "électorales" qui risquent de provoquer "un autre impact dévastateur" sur la sécurité

alimentaire des Tunisiens." Ces décisions ne feront que favoriser davantage une régression de l'investissement et la production. Par conséquent, elles entraîneront d'autres pénuries et causeront l'émergence de nouveaux marchés noirs qui seront à l'origine de la flambée des prix", déplore l'association dans un communiqué.

**Ces décisions ne feront que favoriser davantage une régression de l'investissement et la production**

Pour Alert, la véritable problématique à laquelle fait face aujourd'hui le secteur réside dans l'insuffisance de l'offre. Et d'expliquer que l'importation de

certaines matières premières comme le sucre qui est monopolisée par une minorité contrôlant les structures de l'Etat et la complexité du système national des importations sont aujourd'hui, à l'origine de la pénurie de plusieurs produits industriels ainsi que de la hausse de leurs prix.

" Tant que le système de rente

**Par conséquent, elles entraîneront d'autres pénuries et causeront l'émergence de nouveaux marchés noirs qui seront à l'origine de la flambée des prix**

continuera encore à opérer (à travers les rouages de l'administration), le pouvoir d'achat des citoyens ne pourra jamais s'améliorer ", insiste Alert. Dans ce contexte, l'association a mis l'accent sur l'impératif de respecter le principe de l'offre et de la demande, estimant que de telles décisions " administratives " constituent une menace pour les petits producteurs et donnent aux grands groupements plus de contrôle sur le marché. " Cela est de nature à provoquer la hausse des prix et le ralentissement de la croissance comme c'était le cas cette année ", ajoute la même source, appelant à promouvoir la concurrence loyale entre

les différents intervenants et à asseoir un climat favorisant l'investissement et la production.

D'après Alert, les petits producteurs sont les seuls maillons faibles qui devront assumer les conséquences de ces décisions " arbitraires " dans la mesure où les agriculteurs seront contraints de baisser les prix de certains de leurs produits, ce qui nuira au système de production. Et de souligner que " certaines mesures ayant été prises par le passé notamment, celles relatives au plafonnement des prix des bananes et à la fermeture des boulangeries non classées ont déjà démontré leur échec et leur impact désastreux sur l'offre ".

Ces décisions ont été à l'origine de la hausse et de la pénurie de certains produits. Il convient de rappeler que le ministère du commerce a annoncé mercredi, une série de mesures visant à plafonner les prix de certains produits de consommation.

Il a ainsi, a décidé de geler

**Cela est de nature à provoquer la hausse des prix et le ralentissement de la croissance comme c'était le cas cette année**

les prix de divers produits de consommation courante tels

que les produits alimentaires, biscuits, confiseries, boissons gazeuses, jus, produits laitiers, articles de nettoyage, articles d'hygiène corporelle et matériaux de construction.

Il a également, décidé de

**Les petits producteurs sont les seuls maillons faibles qui devront assumer les conséquences de ces décisions «arbitraires**

limiter les frais de coopération commerciale entre distributeurs et fournisseurs entre 5 et 10% du chiffre d'affaires selon le système de tarification des produits (encadrés ou libres) et de fixer un prix maximum de vente d'œufs au grand public à 1400 millimes pour quatre œufs, tout en maintenant les marges bénéficiaires des grossistes et détaillants aux mêmes niveaux actuellement pratiqués (15 millimes la pièce).

Il s'agit en outre, de la réduction de 14% des prix de vente du fer à béton, l'interdiction de la commercialisation des types et diamètres non inclus dans les tarifs actuels jusqu'à ce que leurs fabricants obtiennent une approbation administrative pour leurs prix. Pour le ministère, ces mesures ont pour objectif de soutenir le pouvoir d'achat des citoyens.



## Les commerçants italiens et espagnols captent la valeur ajoutée de l'huile d'olive tunisienne

**En 2019, la Tunisie a exporté, dans le cadre de son accord de partenariat avec l'Union Européenne, 90% d'huile d'olive sous forme brute produite localement, un scénario qui se répète et qui cause une perte de revenus pour le pays, selon de nombreux rapports, dont celui du Transnational (TNI).**

Le TNI, un institut international de recherche spécialisé dans l'économie du développement, révèle que l'huile d'olive tunisienne est exportée majoritairement à faible coût (2 dollars le litre) principalement

vers l'Italie et l'Espagne, où elle est conditionnée et vendue à des prix plus élevés, sachant que 80 % de la production d'huile d'olive de la Tunisie est destinée à l'exportation.

Cela constitue une perte de revenu pour la Tunisie, alors que les commerçants italiens et espagnols captent l'essentiel de la valeur ajoutée avec un approvisionnement stable et à un coût relativement faible. Selon l'étude, la production orientée vers l'exportation a engendré une augmentation du coût de l'huile d'olive sur le marché local et une hausse des prix de vente face à

une baisse du pouvoir d'achat des tunisiens.

La Tunisie, qui produit de l'huile d'olive, importe de l'huile végétale pour répondre à la demande intérieure, en utilisant l'excédent financier réalisé dans le cadre de l'exportation d'huile d'olive. Par conséquent, une grande partie des revenus de l'exportation de l'huile d'olive est utilisée pour financer les importations de ces huiles végétales. Dans son étude, l'Institut affirme que bien que la Tunisie soit l'un des plus grands producteurs mondiaux d'huile d'olive, sa consommation annuelle moyenne par individu



est passée de 8,2 kg en 2000 à 6,7 kg en 2010 et à 3,7 kg en 2020. Ce taux va de pair avec les niveaux les plus bas de la région méditerranéenne de 3,7 kg par personne, contre 9,2 en Italie, 10,4 en Espagne et 16,3 en Grèce.

L'Union européenne est considérée comme la première bénéficiaire de la politique d'exportation. Ces données interviennent dans le cadre de l'appel de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA), adressé aux responsables européens pour réviser le quota annuel de la Tunisie réservé par l'UE et surmonter tous les obstacles devant l'exportation de l'huile d'olive tunisienne.

Le 8 novembre 2023, une délégation du Conseil oléicole International conduite par son directeur exécutif, Abdellatif Ghadira, accompagnée par le directeur exécutif adjoint, Jam Lilu, a été reçue par le président de l'UTICA. Au cours de cette rencontre, les membres de l'UTICA ont indiqué que la baisse de la consommation mondiale de ce produit important ne rend pas les pays producteurs compétitifs mais complémentaires pour la promotion de ce secteur vital. " Les accords de partenariat négociés par l'Union européenne et les pays du sud de la Méditerranée, dont la Tunisie,

permettent notamment de protéger leurs producteurs contre la concurrence internationale. Les deuxièmes bénéficiaires ont été les sociétés nationales d'importation et d'exportation de produits. Les auteurs de l'étude rappellent, dans le même cadre, que la libéralisation du commerce s'est accompagnée du retrait de l'Etat et de la privatisation de toutes les activités de collecte, de distribution, d'exportation et d'approvisionnement alimentaires.

Ces mesures ont permis à quelques acteurs d'accumuler d'énormes profits aux dépens des agriculteurs et des consommateurs. Selon les principaux indicateurs de la chaîne de valeur de l'huile d'olive, d'après les données fournies par l'Institut, 60% des agriculteurs tunisiens sont engagés dans l'oléiculture. Le pays compte plus de 100 millions d'oliviers et 75% de ces oliveraies sont productives.

La Tunisie compte environ 1750 huileries, 15 unités de raffineries, 14 unités d'extraction de l'huile et 35 unités de transformation et de conditionnement, tandis que la production d'huile d'olive frôle les 194 mille tonnes et que les Tunisiens consomment environ 20% de la production d'huile d'olive.

## Exportations industrielles

Le déficit de la balance commerciale industrielle s'est amélioré, au cours des dix premiers mois de 2023, pour s'établir à 3 731,2 MD contre 9 125,8 MD au cours de la même période en 2022, selon les données publiées vendredi, par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII).

Les exportations du secteur industriel ont enregistré, à fin octobre 2023, une hausse de 11,4% pour atteindre 46 221,6 MD.

Le secteur industriel a importé pour 49 952,8 MD au cours des dix premiers mois de l'année 2023 contre 50599, 4 MD au cours de la même période de l'année 2022, enregistrant ainsi une baisse de 1,3%.



### *Tunisie Emploi*

## 530 mille dans le secteur industriel, objectif 840 mille d'ici 2035

La Cheffe de Cabinet du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Ahlem Béji Sayeb a souligné que le nombre d'ouvriers du secteur industriel en Tunisie a enregistré une hausse durant les cinq dernières années, passant de 517 mille à 530 mille ouvriers. Sayeb a précisé, dans sa réponse aux questions des députés, lors

d'une plénière consacrée au débat du budget du ministère de l'Industrie, que la baisse du nombre d'entreprises, lequel est passé de 5300 employant plus de 10 ouvriers, à 4900 entreprises actuellement, ne signifie pas la fermeture des entreprises, mais la réduction du nombre des ouvriers.

 **Le ministère envisage d'augmenter la contribution de la valeur ajoutée du secteur industriel par rapport au PIB pour atteindre 18% d'ici 2025 et 20% d'ici 2035**



Sayeb a mis l'accent sur les résultats réalisés par le secteur industriel, en termes d'évolution de projets en Tunisie, passant de 36 à 43% au cours de 5 dernières années.

La responsable a passé en revue plusieurs interventions programmées au cours de l'année 2024, dont 39 millions de dinars (MD) consacrés au programme de mise à niveau des entreprises et 25 MD au Fonds de promotion et de décentralisation industrielles (FOPRODI).

**Cette stratégie permettra également de doubler la valeur des exportations du pays pour atteindre 18 milliards de dinars en 2025 et 36 milliards de dinars d'ici 2023**

Le ministère a élaboré une stratégie industrielle et d'innovation, qui a constitué un pas important vers la mise en place d'une vision de la stratégie du secteur industriel basée sur l'économie en énergie.

Elle a fait remarquer que la stratégie élaborée de manière participative favorisera une vision future claire de l'industrie tunisienne dans de nouveaux domaines tels que les industries intelligentes et les startups.

Sayeb a mis l'accent sur l'importance de la révision du modèle de développement pour réaliser des taux croissance plus élevés, et ce, via l'attrait des investissements, la diversification des exportations, l'amélioration de la gouvernance des systèmes agricoles et des chaînes de la transition vers une industrie intelligente.

Le ministère envisage d'augmenter la contribution de la valeur ajoutée du secteur industriel par rapport au PIB pour atteindre 18% d'ici 2025 et 20% d'ici 2035.

Cette stratégie permettra également de doubler la valeur des exportations du pays pour atteindre 18 milliards de dinars en 2025 et 36 milliards de dinars d'ici 2023, a-t-elle ajouté.

La stratégie en question vise également à atteindre 640 mille emplois d'ici 2025 dans le secteur industriel et 840 mille emplois d'ici 2035. Elle a, par ailleurs, fait savoir que son département œuvre à la signature de nouveaux pactes de partenariat, citant à titre d'exemple l'huile d'olive et d'autres secteurs stratégiques.

## Service national obligatoire

Mercredi soir, la plénière de l'Assemblée des représentants du peuple a adopté le projet du budget du département de la Défense nationale pour l'année 2024.

Le projet a été approuvé au terme d'un vote à la majorité de 129 députés contre 3 abstentions et une seule voix contre.

Tel que détaillé par la commission parlementaire de la défense, de la sécurité et des forces porteuses d'armes, le budget du ministère de la défense nationale prévoit la mobilisation d'une enveloppe budgétaire ventilée entre des crédits d'engagement estimés à 4.087.628 mille dinars et des crédits de paiement s'élevant à 4.086.848 mille dinars.

Dans ce contexte, les voix des députés ont oscillé entre appels pressants à décréter un service national "obligatoire" et la nécessité de promouvoir le rôle de l'institution militaire dans le domaine du développement.

Volet service national "obligatoire", les députés ont plaidé pour une révision urgente la loi sur les affectations individuelles, exhortant le département à organiser des campagnes de recrutement obligatoire des diplômés de l'enseignement supérieur pour effectuer leur service militaire.



# **AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/2023**

pour la réalisation d'une étude stratégique  
pour la restauration et l'aménagement de  
la zone sud du lac Nord de Tunis



La date limite de réception des offres  
au siège d'Al Buhaira-Invest, est fixée au

**LUNDI 04 DÉCEMBRE 2023  
À 17H00**





### *Marathon Comar 2023*

## Une édition que l'on veut green, culturelle avec au cœur Gaza la martyre

« Nous aimons la vie et nous la célébrons chaque année à travers le marathon Comar, mais pour cette édition, il n'y aura aucune festivité en marge de la manifestation, nous garderons les aspects environnementaux et culturels. Question de conviction, nous ne pouvons faire la fête lorsque le peuple palestinien endure toute cette souffrance et cette violence à

Gaza. ». C'est ainsi que Lotfi Ben Haj Kacem a attaqué la conférence de presse consacré à l'événement sportif emblématique que représente le Marathon Comar et qui aura lieu dimanche 3 décembre.

Le Marathon Comar dont le budget a été multiplié par 4 ou 5, s'impose chaque année comme l'une des épreuves sportives les plus importantes de la capitale.

Il s'agit de 3 courses, la classique avec une distance parcourue de 42,195 km, le semi-marathon de 21,1 km et le kids marathon.

Pour cette édition, on s'attend à une affluence plus importante : 7000 participants parmi lesquels, des coureurs d'élite et plus de 1000 étrangers.

L'année dernière, les participants étaient au nombre de 5700 dont



986 étrangers des touristes sportifs qui viennent spécialement pour la course.

### **Le marathon Comar, c'est aussi 30 nationalités.**

Les courses sont dirigées par des arbitres désignés par la Fédération tunisienne de l'Athlétisme (FTA) sous surveillance médicale et les coureurs d'élite sont pris en charge par les organisateurs qu'il s'agisse de frais de déplacement ou d'hébergement.

Outre la dimension sportive, les organisateurs promeuvent également des activités culturelles et environnementales dans le respect des Objectifs de développement durables (ODD) et en prime le sport encourageant les pratiquants du jogging à participer à une manifestation sportive de référence.

Lors des deux dernières éditions, 54.400 arbres ont été plantés pour lutter contre la déforestation et les incendies de forêt et on prévoit de planter plus d'arbres en partenariat avec l'association « Tounes Clean Up ».

Rendre le Marathon Comar de Tunis-Carthage plus vert, c'est l'ambition des organisateurs engagés dans la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique espérant atteindre, à moyen terme, l'objectif d'un Marathon

avec zéro empreinte Carbone.

Le Marathon permet aussi de promouvoir la ville Tunis et de mettre en avant ses richesses naturelles et architecturales. Les coureurs profitent d'un cadre patrimonial exceptionnel et s'approprient la ville le temps de la course.

Plus qu'une manifestation sportive, le Marathon Comar, joue un rôle important dans l'animation touristique et culturelle de la ville de Tunis devenant un produit de consommation touristique aussi important que celui de la pratique et tradition compétitive.

Pour rappel, le Marathon, en tant que discipline sportive, débute en 490 avant J-C. Philippidès, un Hellène, (grec) aurait couru de Marathon, une ville grecque, à Athènes sur une distance d'environ 40 km pour annoncer la victoire contre les Perses à l'issue de la bataille qui eut lieu lors de la Première Guerre médique.

C'est donc un sport associé à la victoire et au dépassement de soi qu'a choisi Comar en animant et promouvant Tunis. Une course de grand fond rassemblant majoritairement des pratiquants occasionnels dont des femmes dans un pays où l'exercice sportif est ignoré par la grande majorité de la population.

*Amel Balhadj Ali*

## **5.626 projets**

Quelque 11 499 personnes ont bénéficié des programmes d'accompagnement pour la création de petites entreprises depuis le début de l'année en cours jusqu'à la fin du mois d'octobre dernier, soit une augmentation de 10,9% par rapport à la même période de l'année précédente.

Selon les statistiques publiées ce lundi sur la page officielle du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, 2 777 entrepreneurs ont profité du mécanisme "Création d'entreprises et formation des entrepreneurs" (CEFE), tandis que 2 293 autres ont bénéficié d'une subvention d'accompagnement.

En outre, 5 626 projets ont été étudiés, soit une augmentation de 7,5% par rapport à la même période de l'année écoulée. 57% de ces projets ont bénéficié aux femmes, 40,7% aux diplômés universitaires et 6% pour l'expansion des projets.



## Tunisie Telecom poursuit sa caravane Ichmilni pour l'inclusion numérique

Après deux tournées réussies à Tebourba (Manouba) et Ksar Lemsâ (Kairouan), la caravane Ichmilni de Tunisie Telecom s'arrêtera le 22 novembre au marché de Kallat Snan, au Kef, et le 24 novembre au marché d'El Hamma, à Gabès.

L'objectif de cette caravane est de familiariser les habitants des zones blanches nouvellement connectées aux outils du numérique. Les participants pourront apprendre à utiliser des smartphones, des tablettes

et des ordinateurs, afin de tirer pleinement profit de la connectivité.

Tunisie Telecom a lancé son programme Ichmilni pour l'inclusion numérique en 2022. Ce programme a permis de raccorder 94 zones blanches, des zones éloignées et peu peuplées qui n'étaient pas encore connectées à Internet.

Mais la couverture par l'infrastructure ne suffit pas à garantir l'inclusion numérique.

C'est pourquoi Tunisie Telecom propose également un accompagnement des populations pour les aider à se mettre à niveau numériquement.

Les habitants des zones blanches peuvent ainsi recevoir une formation adaptée à leurs besoins, que ce soit pour apprendre à utiliser un smartphone ou une tablette, ou pour utiliser le numérique pour booster leur activité artisanale ou commerciale.



## UBCI et RESCHOOL EDUCATION nouent un partenariat stratégique pour soutenir les écoles publiques

Sous l'égide du ministère de l'éducation nationale et dans le cadre de sa démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), l'UBCI s'est engagée sur un vrai projet durable avec RESCHOOL EDUCATION, pour offrir des ateliers de soutien éducatifs et durables à près de 1200 écoliers, dans plusieurs écoles primaires du grand Tunis, en appui au programme officiel de l'éducation nationale. Plus de 300 ateliers sont planifiés sur toute l'année scolaire 2023/2024, autour

de plusieurs thématiques, à savoir des ateliers e-learning d'éducation financière, de lecture théâtrale, mathématiques, des ateliers Educatifs par le jeu vidéo (Edu Game), de dessin bricolage ainsi que des ateliers environnementaux... Des ateliers éducatifs pensés et développés pour permettre aux enfants de jouer et d'apprendre à travers des jeux ludiques et dynamiques basées sur l'âge et le niveau des écoliers.

Parmi les écoles sélectionnées

pour ces ateliers, l'école primaire Birine (dans la délégation de Sidi Hassine) pour laquelle l'UBCI a engagé des travaux de rénovation en 2021 dans le cadre des actions initiées par la banque à l'occasion de la rentrée scolaire. Rappelons que l'UBCI a visité, l'école Birine en septembre 2023 dans le cadre d'une opération solidaire en collaboration avec RESCHOOL EDUCATION, qui a consisté à la distribution de cartables fournis, avec des manuels scolaires, cahiers et fournitures scolaires.



A travers ces actions, l'UBCI confirme son engagement dans l'éducation des enfants et sa volonté constante de lutter contre l'abandon scolaire.

#### **A PROPOS DE L'UBCI :**

Née en 1961, l'UBCI dispose aujourd'hui d'un réseau de 102 Agences et 112 GAB opérant au cœur même des principaux centres économiques de la Tunisie.

L'UBCI offre une large gamme de produits et de services à l'attention de sa Clientèle de Particuliers et de Professionnels couvrant leurs différents univers de besoins en matière de banque au quotidien, de financement de projets, de bancassurance et de gestion patrimoniale.

Au service également de ses Clients Entreprises et Institutionnels, l'UBCI se démarque notamment par le biais de ses équipes spécialisées dans les domaines du cash management, des activités de marchés, de la banque d'affaires, du commerce international, de l'ingénierie financière, du leasing et du factoring.

Certifiée ISO 9001 pour ses activités à l'International depuis 2002 et pour ses activités monétiques depuis 2012, l'UBCI porte également une attention particulière aux questions

de Responsabilité Sociale et Environnementale. Rappelons que l'engagement RSE de l'UBCI lui a valu l'obtention du label « Engagé RSE » décerné par AFNOR CERTIFICATION et le trophée de « la diversité et de l'inclusion », dans le cadre du respect de la parité professionnelle.

Pour plus d'information : [www.ubci.tn](http://www.ubci.tn)

#### **A PROPOS DE RE:SCHOOL EDUCATION :**

**RE:SCHOOL EDUCATION** est un projet stratégique de soutien à l'éducation nationale axé sur 3 piliers :

**LE DIGITAL :** La digitalisation du programme officiel tunisien et sa mise à disposition gratuitement, le développement de jeux éducatifs et l'introduction du digital dans les écoles ;

**LES ATELIERS :** Introduction d'ateliers de soutien éducatifs dans les écoles avec une approche pédagogique, ludique, digitale, créative à travers un contenu développé par RE:SCHOOL EDUCATION et ses partenaires.

**LES FOURNITURES SCOLAIRES :** Offre de fourniture scolaire de qualité à prix réduit.

## **Jeunes entrepreneurs**

Le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle a fait savoir, lundi, que les jeunes promoteurs ayant obtenu un accord de principe pour le financement de leurs projets par la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) et qui peinent à trouver de l'autofinancement pour créer ou développer leurs projets pouvant être mis en œuvre avant la fin de janvier 2024, peuvent demander à bénéficier d'une subvention de financement pouvant aller jusqu'à 15 mille dinars.

Dans un communiqué adressé aux jeunes promoteurs, le ministère a indiqué que cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre du programme d'insertion économique des jeunes "Moubadiroun", cible les jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 45 ans inscrits dans l'un des bureaux de l'emploi et du travail indépendant ou dans l'un des espaces de l'initiative.

La date d'ouverture des inscriptions sur la plateforme du programme Moubadiroun a été fixée au mardi 21 novembre 2023, et se poursuivra jusqu'au jeudi 30 novembre 2023.



HORS-SÉRIE



# L'Entreprise Digitale



*Partenariat BTE, BIN Sponsorship et Kaoun*

## Lancement sur l'Application Flouci de la première Carte Virtuelle Visa en Tunisie

Dans le cadre d'une remarquable collaboration, la start-up tunisienne Kaoun et la Banque de Tunisie et des Émirats (BTE), ont réalisé un exploit exclusif de la conclusion du tout premier accord de BIN Sponsorship en Tunisie. Il s'agit d'un accord permettant à la BTE en tant qu'institution financière d'apporter son soutien à la Fintech Kaoun pour l'émission de cartes Visa sous son propre BIN (Bank Identification Number) ainsi que pour le lancement et la promotion, à travers l'application Flouci, d'une large gamme de

services de paiement.

Cet accord institue, à travers l'offre gratuite de cartes Virtuelles Visa en Dinars, un nouveau mode inédit de paiement numérique et ouvre la porte à d'autres innovations imminentes qui préparent à une révolution du paysage des services financiers en Tunisie et à son adaptation à une offre financière et bancaire inclusive.

La nouvelle Carte Virtuelle Visa en Dinars est désormais disponible

sur le pack Starter offert à travers l'application Flouci permettant, par ailleurs, l'ouverture auprès de la BTE d'un compte bancaire gratuit ainsi que de disposer d'un Wallet de paiement mobile et de bénéficier, à titre gratuit, de plusieurs autres nouvelles fonctionnalités.

En cette occasion, Mme Ferial Chabrak, DG de la BTE a souligné l'importance stratégique de ce partenariat compte tenu, notamment, du fait que : « la BTE a toujours été à l'avant-garde des

*avancées technologiques dans le secteur bancaire et que le partenariat de la BTE avec Kaoun et Visa témoigne de l'engagement de la BTE à supporter et soutenir l'innovation financière en Tunisie dans le respect, le plus stricte, des normes de sécurité et de qualité des prestations bancaires». Elle demeure, par ailleurs, « convaincue que cette collaboration ne pourra qu'aboutir, dans un futur très proche, à des transformations notables dans l'industrie financière tunisienne et contribuer significativement à l'inclusion financière des tunisiens".*

Nebras Jemel, Co-fondateur de Kaoun, ne peut qu'exprimer son enthousiasme quant à ce partenariat révolutionnaire qui *«représente un évènement marquant pour l'évolution de la technologie financière en Tunisie. Il permettra à Kaoun d'offrir aux utilisateurs de l'application Flouci la commodité et la sécurité des paiements par carte Visa mais aussi de développer et d'élargir la gamme de son offre financière»*. Il ne peut ainsi qu'*«être honoré et ravi de travailler main dans la main avec la BTE et Visa pour impacter l'innovation et l'inclusion financière en Tunisie et améliorer l'expérience de paiement numérique des Tunisiens»*.

Mme Mouna Errahmouny, directrice nationale pour la Tunisie, l'Algérie et la Mauritanie

chez Visa a, quant à elle, ajouté que *«L'accès est au cœur de notre stratégie. Le concept d'"accès" pour tous, indépendamment de la géographie, du statut social ou de l'éducation financière, est une facette vitale de ce que nous sommes et de ce que nous faisons aujourd'hui chez Visa. En accélérant les expériences numériques, nous facilitons le mouvement de l'argent pour tout le monde, partout. L'association de notre expérience et de nos ressources avec Kaoun et la BTE pour aider à apporter ce service aux clients tunisiens est une étape importante et nous sommes enthousiastes quant aux opportunités que cela apportera au marché »*.

Cet accord historique souligne l'engagement de Kaoun, BTE et Visa à favoriser l'innovation financière en Tunisie. Il témoigne de leur vision commune et partagée visant à rendre les paiements numériques plus accessibles, sécurisés et efficaces pour les tunisiens. Avec cette étape significative, la Tunisie fait un pas audacieux vers un avenir numérique qui promet de remodeler la manière dont les Tunisiens gèrent leurs finances et effectuent des paiements.

#### **À propos de BTE :**

La Banque de Tunisie et des Émirats (BTE) est une institution financière de premier plan

en Tunisie, connue pour son engagement pour l'excellence et l'innovation dans les services bancaires et financiers. Elle continue à prévaloir et perpétuer un riche historique d'offres bancaires basées sur des solutions financières sécurisées et axées sur l'expérience client.

#### **À propos de Kaoun :**

Kaoun est une start-up tunisienne avant-gardiste qui se distingue dans la création, le développement et la promotion de solutions innovantes qui simplifient et améliorent les transactions financières quotidiennes. Elle est à la pointe des avancées technologiques dans le secteur des Fintech et témoigne d'un fort engagement pour l'amélioration de l'expérience de paiement numérique.

#### **À propos de Visa :**

Visa est une entreprise de technologie de paiement mondiale qui relie les consommateurs, les entreprises, les institutions financières et les gouvernements dans plus de 200 pays et territoires pour des paiements électroniques rapides, sécurisés et fiables. Visa s'engage à fournir des solutions de paiement innovantes et à façonner l'avenir du commerce.





*Bank ABC - Résultats du 3ème trimestre 2023*

## Un Bénéfice net attribuable aux actionnaires en hausse de 61%

**Bank ABC (Arab Banking Corporation B.S.C.) - Bahrain  
Bourse Trading Code « ABC  
» - annonce ses résultats du**

**troisième trimestre et des  
neuf premiers mois cumulés  
de l'année 2023.**

Bank ABC a poursuivi sa solide performance, portée par une forte croissance de l'ensemble de ses activités combinée à un

environnement marqué par la hausse des taux d'intérêt. Le produit d'exploitation bancaire total s'élève à 943 millions de dollars US, soit une augmentation de 19% par rapport à la même période de l'année précédente. Les ratios de fonds propres et de liquidité sont restés à des niveaux élevés. La Banque a enregistré une augmentation des bénéfices nets attribuables à ses actionnaires de 61% sur une base annuelle, soit 183 millions de dollars US.

Au cours de cette période, le Groupe Bank ABC a également remporté plusieurs distinctions récompensant son engagement à offrir un nouveau type d'expérience bancaire aux entreprises et aux particuliers. Bank ABC a été déclarée 'Best Corporate Bank in Bahrain' par les Euromoney Awards for Excellence, qui ont félicité la banque pour ses avancées digitales impressionnantes et son implication dans les transactions majeures.

De plus, il a Bank, la branche exclusivement mobile de la Banque, a remporté le titre de 'Best Consumer Digital Bank' » pour la troisième année consécutive, remportant les six prix pour Bahreïn lors des World's Best Consumer Digital Bank Awards 2023 de Global Finance. Le Président du Groupe Bank ABC, M. Saddek Omar El Kaber,

a déclaré : « Nous sommes extrêmement satisfaits de l'excellente performance du Groupe cette année, et de la mise en application de notre stratégie qui avance avec succès.

Le bilan du Groupe reste sain et robuste, avec des ratios de fonds propres et de liquidité solides. Nous poursuivons cette lancée remarquable tout en progressant régulièrement dans notre parcours stratégique visant à construire notre « banque du futur ».

Le récapitulatif des résultats financiers est détaillé ci-dessous:

#### **Les faits saillants des performances du troisième trimestre 2023 :**

- Le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère, pour le troisième trimestre 2023, s'élève à 62 millions de dollars US, soit 41% de plus que les 44 millions de dollars US déclarés pour la même période, l'année dernière. La performance trimestrielle a globalement suivi les tendances depuis le début de l'année, comme expliqué ci-dessous.
- Le bénéfice par action pour la période est de 0,02 \$ US, contre 0,01 \$ US pour la même période l'an dernier.
- Le total du résultat étendu global

attribuable aux actionnaires de la société mère s'est élevée à un bénéfice de 65 millions de dollars US, en comparaison avec la perte de 6 millions de dollars US déclarée pour la même période l'an dernier.

#### **Faits marquants des performances des neuf premiers mois de 2023 :**

- Le bénéfice net consolidé attribuable aux actionnaires de la société mère pour les neuf premiers mois de 2023 s'est élevé à 183 millions de dollars US, soit une croissance de 61% par rapport aux 114 millions de dollars US déclarés pour la même période l'année dernière, portée par une combinaison d'une forte croissance de nos activités de base sur de nombreux marchés et d'une gestion efficace des expositions dans un environnement marqué par la hausse des taux d'intérêt.
- Le bénéfice par action pour la période s'élève à 0,06 \$ US, par rapport à 0,04 \$ US par rapport à la même période de l'an dernier.
- Le total du résultat étendu global attribuable aux actionnaires de la société mère s'est élevé à 174 millions de dollars US, contre

une perte de 109 millions de dollars US déclarée en 2022. L'année dernière, la perte est due aux changements au niveau des évaluations de notre portefeuille obligataire et à l'impact net de la fluctuation des taux de change dans les filiales à l'étranger. Cependant, au cours de la période actuelle, ceux-ci ont considérablement diminué sur une base nette, le renforcement du réal brésilien et les mouvements positifs des valorisations boursières de notre portefeuille obligataire compensant l'impact de la dépréciation de la livre égyptienne par rapport au dollar américain.

- Le produit d'exploitation bancaire total s'est élevé à 943 millions de dollars US, soit une hausse de 19% par rapport à 791 millions de dollars US déclarés au cours de la même période de l'année dernière, reflétant la forte croissance des activités sous-jacentes et des taux d'intérêt.
- Les charges d'exploitation se sont élevées à 554 millions de dollars américains en augmentation de 12% par rapport à 494 millions de dollars US au cours de la même période l'année dernière, résultant d'une combinaison d'investissements stratégiques et d'initiatives de

transformation, soutenant la croissance des affaires et les augmentations inflationnistes générales. Compte tenu de la croissance du produit d'exploitation bancaire total de 19% en glissement annuel, le Groupe dispose donc d'un effet de ciseaux revenus/coûts positif à raison de 7 %, avec une amélioration conséquente du coefficient d'exploitation. Le Groupe reste concentré sur une maîtrise des coûts appropriée tout en continuant à investir dans des initiatives digitales stratégiques clés pour construire notre « banque du futur ».

#### **Bilan :**

- Les fonds propres attribuables aux actionnaires de la société mère et aux détenteurs d'instruments perpétuels à la fin de la période s'élevaient à 4211 millions de dollars US, contre 4095 millions de dollars US déclarés à la fin de l'exercice 2022, soit une hausse de 3% principalement due aux bénéfices supplémentaires après le versement des dividendes.
- Le total des actifs s'élève à 41,3 milliards de dollars à la fin de la période, contre 36,6 milliards de dollars US à la fin de l'année 2022, soit une augmentation de 13% tirée par la croissance de l'activité et les actions de gestion de portefeuille.

- Ratios des fonds propres et de liquidité sains : ratio de capital Tier 1 à 15,4%, dont CET1 à 13,7%. LCR et NSFR à respectivement 247% et 122%.

Bank ABC est un acteur majeur du secteur bancaire de la région, avec une présence dans 15 pays sur les cinq continents. La banque offre des solutions bancaires de gros (Wholesale Banking) innovantes à l'échelle mondiale dans le domaine de la finance conventionnelle et islamique, dans les domaines des négoce du commerce international, financements de projets et financements structurés, marchés de capitaux, marchés financiers et du financement immobilier aux entreprises et aux institutions financières. Bank ABC fournit également des services bancaires de détail à travers son réseau de succursales en Jordanie, en Égypte, en Tunisie et en Algérie, et via ila Bank, sa banque digitale exclusivement mobile au Bahreïn et en Jordanie. L'ensemble des états financiers ainsi que le communiqué de presse sont disponibles sur les sites web de la Bourse de Bahreïn et de Bank ABC. De plus amples détails sont fournis dans la présentation des faits saillants pour les investisseurs publiées sur le site web de Bank ABC.

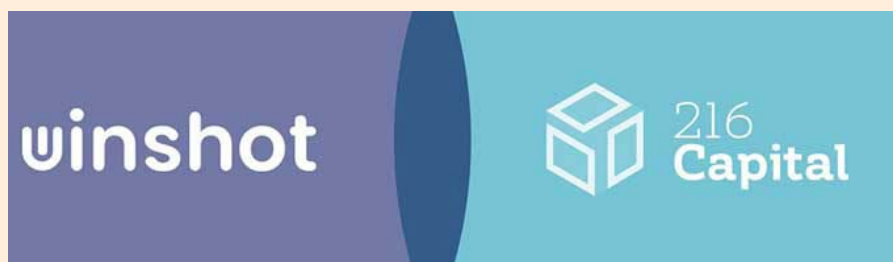
*De plus amples détails sont disponibles sur le site Web de la*

## Évolution des coopérants et experts Tunisiens par activité (2010 - 2020)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
<b>Education et Sport/Recherches/Analyses</b>	4 776	5 399	6 245	7 615	8 406	9 118	8 600	8 721	9 225	9 982	9 784
<b>Santé</b>	2 754	2 866	3 073	3 225	3 521	3 917	3 911	4 027	4 312	4 633	4 917
<b>Administration</b>	692	778	1 056	1 269	1 457	1 599	1 626	1 699	1 823	2 004	1 020
<b>Transport</b>	262	309	337	114	146	539	206	225	257	897	579
<b>Travaux Publics</b>	220	218	225	257	302	329	322	338	334	0	837
<b>Electricité, gaz, eau et canalisation</b>	902	900	943	1 036	1 094	1 048	952	159	915	1 268	167
<b>Informatique / Communications</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	487	0	660
<b>Tourisme / Services / Professions</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	715	745	1 051
<b>Agriculture / Forêt / peches</b>	123	128	130	143	139	154	160	158	162	186	209
<b>Commerces et distributions</b>										0	589
<b>Autres</b>	696	1042*	877**	941***	1 164	1 092	1 554	2 374	505	512	475
<b>ENSEMBLE</b>	<b>10 425</b>	<b>11 640</b>	<b>12 886</b>	<b>14 600</b>	<b>17 393</b>	<b>18 888</b>	<b>17 331</b>	<b>17 701</b>	<b>18 735</b>	<b>20 227</b>	<b>20 288</b>

Source : Agence Tunisienne de Coopération Technique (A.T.C.T)

## 216 CAPITAL investit dans la startup franco-tunisienne Winshot, spécialisée dans le retail



216 Capital mise sur la startup franco-tunisienne basée à Marseille Winshot, une solution technologique innovante qui aide les marques, les enseignes et les têtes de franchises dans le retail à simplifier le management des équipes terrain et à booster l'efficacité opérationnelle avec pour objectif d'optimiser et d'homogénéiser l'expérience clients en point de vente.

Winshot a ainsi réimaginé la manière d'opérer des entreprises dans le retail, de la région Europe, Afrique et moyen orient, pour relever les défis de leurs réseaux de distribution en s'appuyant sur 2 leviers :

- Renforcer la connexion, l'implication et l'engagement des équipes internes opérant sur terrain et en point de vente

(merchandisers, animateurs réseaux, directeurs de magasins, conseillers clients, superviseurs, responsables de zones...)

- Monitorer en temps-réel, à l'aide d'indicateurs de performances, l'application des processus et la mesure de la conformité vis-à-vis des standards de la marque de chaque point de vente du réseau de distribution.

La startup a récemment clôturé un tour de table à 6 chiffres dans lequel 216 Capital est le principal investisseur. Ces fonds seront investis pour créer des équipes marketing et commerciales de premier plan et établir une solide présence sur le marché du retail en France et en Tunisie. Membre de la French Tech Marseille, Winshot aspire à saisir concrètement les opportunités

des écosystèmes des 2 côtés de la méditerranée.

“Une équipe formidable et un produit qui répond à un réel besoin et ce dans un marché prometteur, telles sont les raisons pour lesquelles nous avons investi dans Winshot” précise Dhekra Khelifi, partner chez 216 Capital. “Notre investissement est le reflet de notre confiance en leur potentiel, mais aussi de notre engagement à soutenir leur ascension vers le succès.”

### A propos de 216 Capital :

Fondée à Tunis en 2021 par une équipe d'entrepreneurs, d'investisseurs et de créateurs d'entreprises, 216 Capital est une société de capital-risque en seed et pre-seed spécialisée dans les entreprises technologiques. 216 Capital investit auprès d'entrepreneurs déterminés et créatifs qui construisent des entreprises disruptives.

Pour en savoir plus : [www.216capital.vc](http://www.216capital.vc)



*Bill Gates*

## l'IA atteindra un niveau optimal dans 5 ans

Bill Gates, co-fondateur de Microsoft, a récemment évoqué une vision ambitieuse de l'intelligence artificielle (IA) : il estime que dans cinq ans seulement, cette technologie pourrait atteindre un niveau de performance optimal. Cette anticipation se base sur les progrès actuels de la haute technologie et sur les investissements massifs effectués par plusieurs entreprises. Selon Gates, l'avenir de l'IA repose sur des "agents" alimentés par cette technologie, des assistants capables d'améliorer considérablement la vie quotidienne en prenant en charge diverses tâches et en continuant à apprendre à partir de vastes bases de données.

Cette perspective met en lumière la création d'assistants personnels fonctionnant grâce à l'IA, destinés à simplifier et gérer les aspects routiniers de la vie quotidienne. Néanmoins, Gates souligne que des avancées substantielles restent nécessaires pour atteindre un niveau d'opérationnalité complet. Il cite Jarvis, l'IA des films Iron Man et Avengers, comme exemple d'une technologie qui pourrait répondre instantanément aux demandes des utilisateurs et proposer des idées pertinentes.

Alors que les robots actuels exécutent des tâches spécifiques avec des limitations, la vision de Gates sur l'IA réside dans la création d'assistants personnels

sophistiqués capables de répondre aux requêtes et de suggérer des alternatives, nécessitant toutefois des avancées significatives en apprentissage automatique et en technologie avancée.

Cette nouvelle forme d'IA vise à améliorer la productivité des utilisateurs en offrant des suggestions et des alternatives, et pourrait transformer radicalement les interactions entre individus et haute technologie. Cependant, cette transition nécessitera une adaptation majeure de la société, transformant potentiellement la façon dont les activités quotidiennes sont menées et intégrées dans un futur proche.

## Devises, Taux, Indicateurs

### Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

28/11/2023

MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2308
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,2794
DOLLAR DES USA	USD	1	3,1036
LIVRE STERLING	GPB	1	3,9163
YEN JAPONAIS	JPY	1000	20,8703
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,0757
FRANC SUISSE	CHF	10	35,2257
EURO	EUR	1	3,3965
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6440
Yuan Chinois	CNY	1	0,4330

### Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,1368	3,4466
6 MOIS	3,1729	3,4997

### Cours de devises en dinar Tunisien


Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)  
2015 - 2022




**7,99%**  
TMM  
29/11/2023



**8,00%**  
TID  
29/11/2023



**7,99%**  
TMM  
Octobre 2023



**7,00%**  
TRE  
Octobre 2023



**24,985**  
Milliard  
Avoirs en devise  
29/11/2023



**112**  
Jours  
d'importations  
29/11/2023









*Bourse - Semaine du 20 au 24 novembre*

## Tendance haussière de l'indice et faibles volumes d'échange

**La tendance boursière a été haussière sur la semaine du 20 au 24 novembre 2023. Profitant de la bonne orientation de la majorité des indices sectoriels, l'indice de référence a clôturé la semaine sur une embellie de 0,6% à 8542,4 points. Le Tunindex porte, ainsi, sa performance annuelle à +5,5%, a indiqué Tunisie en valeurs dans son analyse hebdomadaire.**

Les volumes demeurent faibles en cette fin d'année, pénalisés par l'absence de transactions

de blocs. Une enveloppe de 15,1 millions de dinars (MD), seulement, a été échangée sur le marché, soit une moyenne quotidienne de 3MD.

Le titre UADH s'est offert la meilleure performance de la semaine. Dans un flux anémique de 7 mille dinars, l'action du holding s'est envolée de 18,8% à 0,380 DT.

Le titre BNA a figuré parmi les valeurs vedettes de la semaine. L'action de la banque étatique s'est appréciée de 9,5% à

8,190D. La valeur a brassé un volume hebdomadaire de 1,3MD. Le titre SIPHAT s'est placé en lanterne rouge du Tunindex. Sans faire l'objet de transactions, l'action du laboratoire pharmaceutique public s'est effritée de 16,7% à 5,330D.

Le titre STA a, également, été mal orienté sur la semaine. L'action du concessionnaire automobile de la marque chinoise Chery a reculé de 5,7% à 19,990D. Valeur la plus dynamique de la cote, STA a alimenté le marché avec des capitaux de 1,7MD



SOTUVER

# Le projet d'ouverture du capital en stand-by



**Le Conseil du Marché Financier porte à la connaissance des actionnaires de la société SOTUVER et du public qu'il a demandé à ladite société d'informer le marché de l'état d'avancement du projet d'ouverture du capital et de donner suite au communiqué de presse publié par la société le 25 mai 2023.**

*En réponse, la société SOTUVER a présenté le communiqué suivant :*

« Dans le cadre de son projet d'ouverture de son capital à un investisseur minoritaire pour soutenir son internationalisation

croissante et devant porter sur des actions représentant 20 à 30% du capital de la SOTUVER, des discussions préliminaires avec les investisseurs intéressés ont été entamées en Septembre 2023, et se poursuivent, sachant que les derniers événements sur la scène internationale ont des conséquences sur le rythme d'avancement.

Aucun accord n'a été conclu pour le moment. Les discussions se poursuivront au cours du premier semestre 2024. SOTUVER tiendra le marché informé dès que le processus entrera dans une phase plus concrète ».

## Italie

L'excédent de la balance commerciale des produits de la pêche a progressé de 5,3%, à 217 millions de dinars (MD) entre fin août 2022 et 2023, selon des données de l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI), publiées samedi.

Les exportations des produits de la pêche se sont établies à 22,5 mille tonnes d'une valeur de 497 MD, à fin août 2023, soit une quasi-stagnation en valeur et en quantité par rapport à la même période de 2022.

L'ONAGRI a fait également état d'une quasi-stagnation des prix à l'exportation par rapport à août 2022 (21,8 D/KG). Les espèces les plus exportées sont les poissons (9,7 mille tonnes), les crustacés (6 mille tonnes), les conserves et les semi-conserves (5 mille tonnes).

Les exportations tunisiennes de produits de la pêche se répartissent sur 43 destinations. L'Italie en est le premier importateur (33%), suivie par la Libye (16%), Malte (15%) et l'Espagne (12%).

La valeur des importations des produits de la pêche a baissé de 3,8%, à 280 MD à fin août 2023. Les quantités importées ont régressé de 8,5% à 43,1 mille tonnes.

Les prix à l'importation ont connu une légère hausse par rapport à la même période de 2022, s'établissant à 6,5 D Kg.

# Tunindex

## 8 542,37

Var. Année **5,34 %**  
24/11/2023

# Tunindex 20

## 3 741,77

Var. Année **4,16 %**  
24/11/2023

Volume semaine **27,336** Million DT

Capitalisation **23,43** Milliard DT

PER marché **9,1**  
(Octobre)

## INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
<b>8000</b>	<b>Sociétés Financières</b>	<b>6 395,85</b>	<b>10,62%</b>
8300	Banques	5 960,00	10,17%
8500	Assurances	13 705,92	2,87%
8700	Services Financiers	9 015,45	31,13%
<b>5000</b>	<b>Services aux Consommateurs</b>	<b>2 929,41</b>	<b>-1,03%</b>
5300	Distribution	4 615,27	-1,03%
<b>3000</b>	<b>Biens de Consommations</b>	<b>6 884,33</b>	<b>-7,64%</b>
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	8 568,33	-5,63%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 117,46	-13,32%
<b>2000</b>	<b>Industries</b>	<b>1 626,10</b>	<b>10,08%</b>
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	711,79	0,18%
<b>1000</b>	<b>Matériaux de Base</b>	<b>3 892,23</b>	<b>-2,42%</b>

## + FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
GIF-FILTER	0,390	14,71%
UADH	0,390	14,71%
TAWASOL GP HOLDING	0,710	10,94%
ELECTROSTAR	0,230	9,52%
BNA	8,190	9,35%

## + FORTES BAISES DE LA SEMAINE

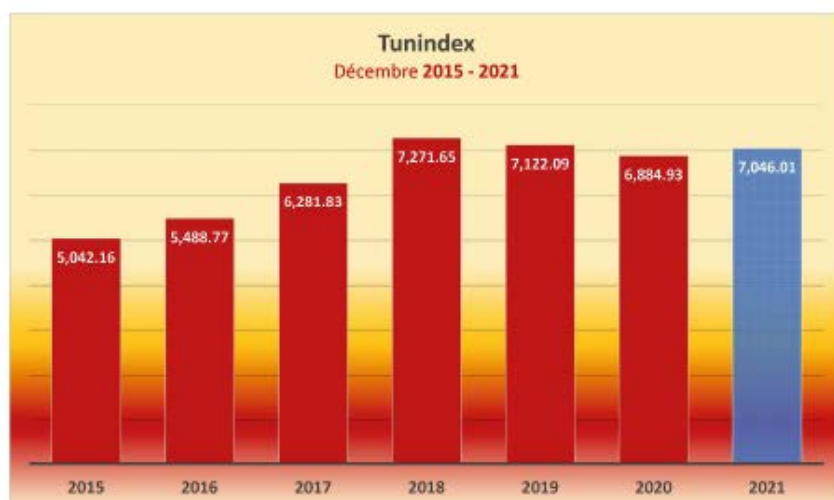
	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SIPHAT	5,100	-8,77%
SERVICOM	0,210	-8,70%
OFFICEPLAST	1,070	-8,55%
CELLCOM	1,350	-4,93%
SOTEMAIL	2,910	-4,59%

## + FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
CELLCOM	1,350	-60,29%
AETECH	0,370	-54,88%
CIMENTS DE BIZERTE	0,890	-49,14%
EURO-CYCLES	13,280	-48,33%
SMART Tunisie	15,290	-36,82%

## + FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
BH LEASING	3,890	89,76%
ATELIER MEUBLES INT.	4,070	45,36%
SOTUVER	11,590	33,22%
ARTES	6,700	29,09%
AMEN BANK	33,060	26,18%



# COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		24/11/2023	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2022	Semaine précédente	De la semaine			
<b>SOCIETES FINANCIERES</b>								<b>12 562,200</b>
<b>BANQUES</b>								<b>10 452,544</b>
Amen Bank	5	26 481 000	26,200	33,400	33,060	-1,02%	26,18%	875,462
ATB	1	100 000 000	2,890	2,860	2,750	-3,85%	-4,84%	275,000
BH Bank	5	47 600 000	13,560	11,500	11,900	3,48%	-12,24%	566,440
BIAT	5	35 700 000	88,000	90,350	89,300	-1,16%	1,48%	3 188,010
BNA	5	64 000 000	8,790	7,490	8,190	9,35%	-6,83%	524,160
Banque de Tunisie	1	225 000 000	5,180	5,280	5,330	0,95%	2,90%	1 199,250
BTE (ADP)	20	1 000 000	6,350	4,130	4,360	5,57%	-31,34%	4,360
STB	5	155 375 000	3,800	3,870	3,800	-1,81%	0,00%	590,425
Attijari Bank	5	40 741 997	37,000	42,800	42,700	-0,23%	15,41%	1 739,683
UBCI	5	20 001 529	22,000	21,850	21,850	0,00%	-0,68%	437,033
UIB	5	32 560 000	24,000	25,240	24,500	-2,93%	2,08%	797,720
Wifack Bank	5	30 000 000	7,400	8,500	8,500	0,00%	14,86%	255,000
<b>ASSURANCES</b>								<b>1 285,531</b>
ASTREE	5	6 000 000	52,000	46,500	46,500	0,00%	-10,58%	279,000
BH Assurances	5	2 660 000	50,000	48,750	48,750	0,00%	-2,50%	129,675
STAR	10	2 307 693	154,000	160,000	160,000	0,00%	3,90%	369,231
Tunis RE	5	20 000 000	6,990	6,500	6,490	-0,15%	-7,15%	129,800
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	56,000	56,050	56,050	0,00%	0,09%	252,225
MAGHREBIA Vie	1	20 000 000	6,200	6,300	6,280	-0,32%	1,29%	125,600
<b>LEASING</b>								<b>530,635</b>
ATL	1	32 500 000	3,000	3,700	3,600	-2,70%	20,00%	117,000
BH Leasing	5	7 000 000	2,050	3,900	3,890	-0,26%	89,76%	27,230
Best Lease	1	30 000 000	2,380	2,100	2,100	0,00%	-11,76%	63,000
CIL	5	5 000 000	19,500	18,720	19,500	4,17%	0,00%	97,500
Hannibal Lease	5	11 000 000	4,400	5,200	5,200	0,00%	18,18%	57,200
Attijari Leasing	10	2 750 000	13,700	16,390	16,380	-0,06%	19,56%	45,045
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	9,050	11,330	11,450	1,06%	26,52%	123,660
<b>SOCIETES D'INVESTISSEMENTS</b>								<b>293,490</b>
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	42,110	47,000	48,960	4,17%	16,27%	48,960
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	7,610	8,500	8,500	0,00%	11,70%	238,000
Tuninvest Sicar	1	966 000	8,430	6,440	6,760	4,97%	-19,81%	6,530
<b>INDUSTRIES</b>								<b>8 872,342</b>
<b>HOLDING</b>								<b>1 724,129</b>
OneTech Holding	1	53 600 000	7,050	8,360	8,390	0,36%	19,01%	449,704
Poulina GH	1	180 003 600	8,780	6,940	7,080	2,02%	-19,36%	1 274,425
<b>AGRO-ALIMENTAIRE</b>								<b>3 825,175</b>
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	12,880	11,870	11,570	-2,53%	-10,17%	635,277
LAND'OR	1	11 226 376	6,160	6,380	6,300	-1,25%	2,27%	70,726
SFBT	1	247 500 000	13,490	11,990	12,340	2,92%	-8,52%	3 054,150
SOPAT	1	37 861 250	1,440					0,000
<b>PHARMACEUTIQUE</b>								<b>245,340</b>
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	4,110	5,590	5,100	-8,77%	24,09%	9,180
UNIMED	1	32 000 000	7,120	7,290	7,380	1,23%	3,65%	236,160
<b>COMPOSANTS AUTOMOBILE</b>								<b>42,103</b>
ASSAD	1	12 000 000	1,090	0,920	0,900	-2,17%	-17,43%	10,800
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,400	0,340	0,390	14,71%	-2,50%	4,109
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,000	4,300	4,300	0,00%	7,50%	18,094

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

# COTATIONS

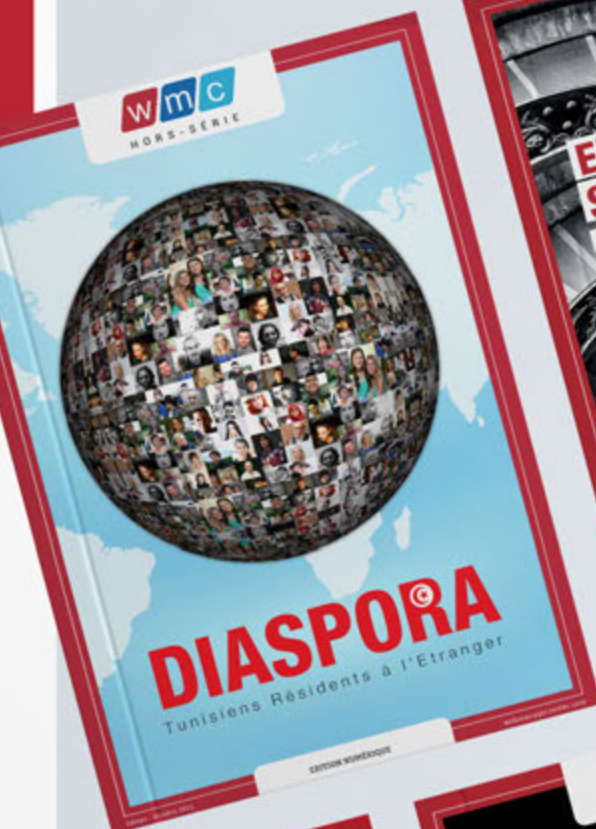
Titres	Nominal	Titres admis	Clôture			Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2022	Semaine précédente	24/11/2023 De la semaine			
<b>CIMENTIER</b>								<b>733,324</b>
Carthage Cement	1	343 624 940	1,900	2,080	2,020	-2,88%	6,32%	694,122
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	1,750	0,890	0,890	0,00%	-49,14%	39,202
<b>CHIMIE</b>								<b>346,333</b>
Air Liquide	25	1 637 504	88,000	83,490	83,490	0,00%	-5,13%	136,715
ALKIMIA	10	1 947 253	35,530	30,000	30,000	0,00%	-15,56%	58,418
ICF	10	2 100 000	90,050	69,000	72,000	4,35%	-20,04%	151,200
<b>INDUSTRIES DIVERSES</b>								<b>1 813,002</b>
AMS	5	6 577 192	0,880	0,850	0,850	0,00%	-3,41%	5,591
Euro-Cycle	1	8 910 000	25,700	12,950	13,280	2,55%	-48,33%	118,325
MPBS	2	10 334 430	4,750	4,800	4,830	0,63%	1,68%	49,915
New Body Line	1	4 250 400	4,980	5,050	5,080	0,59%	2,01%	21,592
Office PLAST	1	11 440 931	1,530	1,170	1,070	-8,55%	-30,07%	12,242
SAH Lilas	1	65 345 762	9,100	8,150	8,100	-0,61%	-10,99%	529,301
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	2,800	4,050	4,070	0,49%	45,36%	22,636
SIAME	1	15 444 000	3,830	3,670	3,740	1,91%	-2,35%	57,761
SANIMED	1,109	12 400 000	1,710	1,640	1,630	-0,61%	-4,68%	20,212
SOMOCER	1	40 656 000	0,850	0,690	0,690	0,00%	-18,82%	28,053
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,400	3,050	2,910	-4,59%	-14,41%	100,434
SOTUVER	1	33 215 325	8,700	11,360	11,590	2,02%	33,22%	384,966
SOTIPAPIER	1,09	27 941 666	6,680	5,240	5,500	4,96%	-17,66%	153,679
SOTRAPIL	5	4 138 200	12,410	14,400	14,450	0,35%	16,44%	59,797
TPR	1	50 000 000	4,160	4,950	4,970	0,40%	19,47%	248,500
<b>IMMOBILIER</b>								<b>71,995</b>
SIMPAR	5	1 100 000	35,000	34,500	34,500	0,00%	-1,43%	37,950
SITS	1	15 600 000	1,860	1,700	1,700	0,00%	-8,60%	26,520
ESSOUKNA	1	5 050 500	2,000	1,460	1,490	2,05%	-25,50%	7,525
<b>TECHNOLOGIE</b>								<b>70,939</b>
AETECH	1	2 223 334	0,820	0,370	0,370	0,00%	-54,88%	0,823
TELNET Holding	1	12 130 800	7,680	5,830	5,780	-0,86%	-24,74%	70,116
<b>SERVICES</b>								<b>1 399,457</b>
<b>DISTRIBUTION AUTOMOBILE</b>								<b>871,067</b>
ARTES	1	38 250 000	5,190	6,700	6,700	0,00%	29,09%	256,275
CITY CARS	1	18 000 000	10,700	12,350	12,250	-0,81%	14,49%	220,500
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,540	11,000	11,330	3,00%	-9,65%	339,900
UADH	1	36 953 847	0,390	0,340	0,390	14,71%	0,00%	14,412
STA	1	2 000 000	24,670	20,000	19,990	-0,05%	-18,97%	39,980
<b>AUTRES SERVICES</b>								<b>161,029</b>
CELLCOM	1	4 461 532	3,400	1,420	1,350	-4,93%	-60,29%	6,023
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,290	0,210	0,230	9,52%	-20,69%	2,366
MIP	1	4 398 937	0,120	0,150	0,150	0,00%	25,00%	0,660
TUNISAIR	1	106 199 280	0,480	0,380	0,390	2,63%	-18,75%	41,418
SMART Tunisie	5	7 231 031	24,200	14,580	15,290	4,87%	-36,82%	110,562
<b>TELECOMMUNICATIONS</b>								<b>95,866</b>
SERVICOM	1	11 874 000	0,210	0,230	0,210	-8,70%	0,00%	2,494
SOTETEL	5	4 636 800	2,940	3,670	3,600	-1,91%	22,45%	16,692
Tawasol GH	1	108 000 000	0,600	0,640	0,710	10,94%	18,33%	76,680
<b>DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION</b>								<b>271,495</b>
Sotumag	1	13 200 000	5,120	4,810	4,820	0,21%	-5,86%	63,624
Magasin General	1	11 481 250	10,960	9,000	8,800	-2,22%	-19,71%	101,035
Monoprix	2	19 969 372	6,100	5,350	5,350	0,00%	-12,30%	106,836
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i> source: BVMT								<b>22 833,998</b>



HORS-SÉRIE

## DES ÉDITIONS EXCEPTIONNELLES

Des thématiques sectorielles



**+ de 20.000**  
exemplaires  
par édition



## *Maroc*

# Une amnistie fiscale sur les avoirs en argent liquide

L'administration fiscale marocaine a lancé une vaste opération de contrôle pour lutter contre l'évasion fiscale. Cette opération vise à mettre fin à la pratique consistant à accumuler de grandes sommes d'argent dans des coffres-forts à domicile, hors de portée des regards inquisiteurs.

Une disposition fiscale, inscrite dans le projet de loi de finances, exige que les avoirs liquides soient déposés sur un compte

bancaire, avec une contribution libératoire de 5 % sur les montants concernés. Cette mesure s'applique aux contribuables ayant généré des revenus imposables non déclarés avant le 1er janvier 2024 et concerne aussi les avoirs liquides détenus dans des comptes bancaires ou conservés sous forme de billets à domicile.

Par ailleurs, le gouvernement a proposé, dans le cadre de son projet de loi de finances pour

l'année 2024, une amnistie fiscale pour la régularisation spontanée des avoirs et liquidités détenus à l'étranger. Cette initiative concerne les personnes physiques et morales résidant ou ayant leur siège social ou domicile fiscal au Maroc. Pour bénéficier de cette amnistie, les intéressés doivent déclarer leurs avoirs à l'étranger, rapatrier les fonds en devises et payer une contribution libératoire selon des taux variant entre 10 %, 5 % et 2 %.



Ces mesures sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur la transparence financière au Maroc. Elles devraient permettre de lutter contre l'évasion fiscale, en obligeant les contribuables à déclarer leurs revenus et leurs avoirs, qu'ils soient détenus au Maroc ou à l'étranger.

*Les conséquences de ces mesures sont multiples. Elles devraient permettre de :*

- Renforcer les recettes fiscales de l'Etat marocain ;
- Réduire le déficit budgétaire ;
- Stimuler l'économie nationale;
- Combattre la corruption ;
- Améliorer l'égalité des chances entre les citoyens.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact réel de ces mesures. Cependant, elles constituent un pas important dans la bonne direction. Elles illustrent la volonté du gouvernement marocain de renforcer la transparence financière et de lutter contre l'évasion fiscale.

*Voici quelques réflexions sur les conséquences de ces mesures :*

- **Sur le plan fiscal**, ces mesures devraient permettre de réduire l'évasion fiscale et de renforcer les recettes fiscales de l'Etat marocain. Selon l'OCDE, l'évasion fiscale coûterait au Maroc entre 2 et 3 milliards de dollars par

an. Ces mesures devraient permettre de récupérer une partie de ces sommes.

- **Sur le plan économique**, ces mesures devraient stimuler l'économie nationale. En effet, l'argent qui était auparavant caché dans des coffres-forts à domicile ou à l'étranger devrait désormais être mis en circulation dans l'économie officielle. Cela devrait stimuler la consommation, l'investissement et la croissance économique.
- **Sur le plan social**, ces mesures devraient améliorer l'égalité des chances entre les citoyens. En effet, les personnes qui déclarent leurs revenus et leurs avoirs sont soumises aux mêmes règles fiscales que les autres citoyens. Cela devrait contribuer à réduire les inégalités sociales.

Il est important de noter que ces mesures ne sont pas sans risques. Elles pourraient, par exemple, conduire à une baisse de la confiance des citoyens envers l'administration fiscale. Il est donc important que l'administration fiscale soit transparente dans ses actions et qu'elle garantisse aux contribuables le respect de leurs droits.

## Le Japon

Le Japon, longtemps parmi les puissances économiques mondiales, voit son rang décliner, devancé par l'Allemagne et bientôt par l'Inde.

Ce déclin s'explique en grande partie par des baisses successives de son PIB et une démographie en chute libre, entraînant une perte de main-d'œuvre et freinant sa capacité de production.

Malgré des performances industrielles notables, la dévaluation constante du yen nuit à son évaluation économique.

Les projections prévoient que le Japon retrouvera son niveau de PIB de 2020 seulement en 2028.





## Histoire des campagnes de boycott

Le boycott est une forme de protestation non violente qui consiste à refuser d'acheter ou d'utiliser les produits ou services d'une entreprise ou d'une organisation en raison de ses pratiques ou de ses valeurs. Cette forme de mobilisation sociale a une longue histoire, remontant au moins au XVIIIe siècle.

### Les premiers boycotts

Les premiers boycotts connus ont été organisés par les colons américains contre les produits britanniques pendant la Révolution américaine. En 1773, les colons ont organisé le Boston Tea Party, un acte de protestation contre la taxe sur le thé imposée par la Grande-Bretagne. Cette action a été suivie par un

boycott généralisé des produits britanniques, qui a contribué à affaiblir l'économie britannique et à saper le soutien à la guerre des colonies.

### Les boycotts au XIXe siècle

Au XIXe siècle, le boycott a été utilisé pour défendre une variété de causes, notamment l'abolition de l'esclavage, la réforme du

travail et les droits des femmes. En 1838, les esclaves de la Caroline du Sud ont organisé un boycott des produits agricoles en réponse à la loi de gag, qui interdisait aux esclaves de s'exprimer sur l'esclavage. Cette action a été un échec, mais elle a contribué à sensibiliser l'opinion publique à la cause abolitionniste.

### **Les boycotts au XXe siècle**

Au XXe siècle, le boycott a été utilisé pour lutter contre le colonialisme, la ségrégation raciale et les violations des droits de l'homme. En 1920, le Mahatma Gandhi a lancé une campagne de boycott des produits britanniques en Inde pour faire pression pour l'indépendance. Cette campagne a été un succès et a contribué à l'indépendance de l'Inde en 1947.

### **Les boycotts contemporains**

Aujourd'hui, le boycott est utilisé pour une grande variété de causes, notamment la protection de l'environnement, les droits des animaux et la justice sociale. Par exemple, la campagne "Boycott Nestlé" a été lancée en 1977 pour protester contre les pratiques de l'entreprise en matière de marketing de lait maternisé dans les pays en développement. Cette campagne a contribué à sensibiliser l'opinion publique aux dangers du marketing de lait maternisé et a contraint Nestlé à modifier ses pratiques.

### **Le boycott des produits israéliens dans le cadre de la campagne BDS (2005-présent)**

La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) est une campagne internationale qui appelle au boycott des produits israéliens, au désinvestissement des entreprises israéliennes et à l'imposition de sanctions à Israël. Cette campagne est controversée et fait l'objet de critiques de la part d'Israël et de ses alliés.

### **Les campagnes de boycott les plus importantes**

Parmi les campagnes de boycott les plus importantes de l'histoire, on peut citer :

- Le Boston Tea Party (1773)
- Le boycott des produits britanniques pendant la Révolution américaine (1774-1783)
- Le boycott des produits sudistes pendant la guerre de Sécession (1861-1865)
- Le boycott des produits britanniques pendant la guerre des Boers (1899-1902)
- Le boycott des produits allemands pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918)
- Le boycott des produits japonais pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

- Le boycott des produits sud-africains pendant l'apartheid (1948-1994)

- Le boycott des produits israéliens dans le cadre de la campagne BDS (2005-présent)

### **L'impact des campagnes de boycott**

Les campagnes de boycott peuvent avoir un impact significatif sur les entreprises et les organisations qu'elles ciblent. Elles peuvent entraîner une baisse des ventes, une perte de profits et une diminution de la réputation. Dans certains cas, elles peuvent même conduire à la fermeture de l'entreprise ou de l'organisation.

L'impact des campagnes de boycott dépend de plusieurs facteurs, notamment de la taille et de l'influence de l'entreprise ou de l'organisation ciblée, de la durée de la campagne et de la mobilisation de l'opinion publique. Les campagnes de boycott peuvent être un outil efficace pour promouvoir le changement social. Elles peuvent contribuer à faire pression sur les entreprises et les organisations pour qu'elles changent leurs pratiques ou leurs valeurs.



NEO BTE

L'AGENCE

VIRTUELLE

DE LA BTE



CREATED BY



بنك تونس و الإمارات  
Banque de Tunisie et des Emirats



### *Rapport PNUE*

# Record des températures mondiales et les émissions de gaz à effet de serre

**Les engagements actuels pris dans le cadre de l'Accord de Paris mettent le monde sur la voie d'une augmentation de la température de 2,5 à 2,9°C par rapport aux niveaux préindustriels au cours de ce siècle, constate le dernier rapport sur l'écart d'émissions du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), publié avant 10 jours du sommet sur le climat de 2023 à Dubaï.**

Des transformations mondiales à faible teneur en carbone sont nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre prévues pour 2030 de 28% pour une trajectoire de 2°C et de 42% pour une trajectoire de 1,5 °C, recommande ce rapport, qui souligne l'urgence d'une action climatique accrue, alors que les températures mondiales et les émissions de gaz à effet de serre battent des records.

Jusqu'au début du mois d'octobre de cette année, 86

jours ont été enregistrés avec des températures supérieures de plus de 1,5 °C aux niveaux préindustriels. Le mois de septembre a été le plus chaud jamais enregistré, avec des températures moyennes mondiales supérieures de 1,8 °C aux niveaux préindustriels.

"Nous savons qu'il est encore possible de faire de la limite de 1,5 degré une réalité. Il faut pour cela arracher la racine empoisonnée de la crise climatique : les combustibles fossiles. Et cela



exige une transition juste et équitable vers les énergies renouvelables", a déclaré António Guterres, secrétaire général des Nations unies, cité dans un communiqué du PNUÉ, publié à Nairobi, lundi, 20 novembre 2023.

"Le maintien de la possibilité d'atteindre les objectifs de température de l'Accord de Paris repose sur un renforcement significatif de l'atténuation au cours de cette décennie afin de réduire l'écart d'émissions. Cela facilitera la définition d'objectifs plus ambitieux pour 2035 dans la prochaine série de contributions déterminées au niveau national (CDN) et augmentera les chances de respecter les engagements de réduction nette à zéro, qui couvrent actuellement environ 80 % des émissions mondiales", lit-on dans ce communiqué.

"Nous devons donc cesser d'établir des records indésirables en matière d'émissions de gaz à effet de serre, de températures mondiales élevées et de phénomènes météorologiques extrêmes", a déclaré Inger Andersen, directrice exécutive du PNUÉ. "Nous devons au contraire sortir l'aiguille de la vieille ornière de l'ambition insuffisante et de l'action insuffisante, et commencer à établir d'autres records : sur la réduction des émissions, sur les transitions vertes et justes et sur

le financement de la lutte contre le changement climatique".

Le rapport indique que les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) ont augmenté de 1,2 % entre 2021 et 2022 pour atteindre un nouveau record de 57,4 gigatonnes d'équivalent dioxyde de carbone (GtCO<sub>2e</sub>). Les émissions de GES dans l'ensemble du G20 ont augmenté de 1,2% en 2022.

Les tendances en matière d'émissions reflètent les modèles mondiaux d'inégalité. En raison de ces tendances inquiétantes et de l'insuffisance des efforts d'atténuation, le monde est en passe de connaître une hausse des températures bien supérieure aux objectifs climatiques convenus au cours de ce siècle.

Ces objectifs, dont principalement l'accélération du passage à des sources d'énergie propres voire tripler les capacités d'énergies renouvelables d'ici à 203 et le transfert des fonds destinés à l'action climatique des pays riches vers les pays pauvres, seront au cœur des négociations des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique, qui vont se réunir au 28e sommet annuel de l'ONU sur le climat, qui se tiendra cette année, du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubai aux Emirats Arabes Unis.

## 18.000 hectares de subéraie

La Tunisie risque de perdre 18 milles hectares de sa subéraie (Forêt de chênes-lièges) à l'horizon 2050, avec les facteurs de détérioration actuels et les effets des changements climatiques, alerte l'ONAGRI dans sa revue mensuelle.

En se basant sur les résultats d'un séminaire sur la subéraie tunisienne organisé, en octobre dernier, à Tabarka, par l'Association tunisienne des Eaux et Forêts en collaboration avec la Direction générale des forêts et l'Institut National de la Recherche en Génie Rural, Eaux et Forêts (INRGREF), la revue "ONAGRI Vigilance", qui vient d'être publiée, a dressé la situation actuelle et les perspectives de la subéraie nationale.

Cette subéraie connaît un rétrécissement continu de son étendue à cause des incendies (17500 ha entre 1970 et 2020), des défrichements, du surpâturage et de dépérissement des arbres provoqués par les changements climatiques.



## *Pollution plastique*

# 8 millions de tonnes de déchets finissent dans les océans chaque année

Le troisième round des négociations dans le cadre du Comité intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin (INC-3), s'est achevé, dimanche 19 novembre 2023, à Nairobi au Kenya, sans consensus sur un traité mondial juridiquement, mais avec un accord sur un point de départ pour les négociations du quatrième round (INC-4), qui aura lieu à Ottawa en avril 2024. Plus de 1 900 délégués représentant 161 membres, dont l'Union européenne, et plus de 318 organisations ayant le statut d'observateur, entités des Nations Unies, organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales, ont

participé à ces négociations qui interviennent à quelques semaines du démarrage de la COP 28 sur le climat aux Emirats arabes unis dont l'objectif est de parvenir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre. "Les membres du comité ont examiné le projet zéro du Président, procédé à une compilation du texte pour inclure tous les points de vue des membres, préparé un texte validé et fusionné par les Co-facilitateurs et trouvé une voie à suivre pour les questions qui n'avaient pas encore été discutées", indique le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), dans un communiqué.

Pour parvenir à un accord final en 2024, cinq sessions de négociations ont été identifiées, dont deux se sont déjà tenues.

La première a été organisée sous l'égide des Nations unies le 28 novembre 2022 en Uruguay, la seconde s'est tenue du 29 mai au 3 juin 2023 à Paris et a permis d'identifier les éléments principaux à inscrire dans le Traité et la Troisième s'est tenue à Nairobi au Kenya.

Les deux derniers rounds de ces négociations seront organisés, respectivement, à Ottawa en avril 2024 et la phase finale aura lieu en novembre 2024 à Séoul.

Selon le Fonds mondial pour la nature (WWF), seuls 9 % des déchets plastiques ont été recyclés dans le monde et chaque année, 8 millions de tonnes de plastiques finissent dans les océans.



## *Développement local intégré en Tunisie*

# 10 ans de collaboration... et on continue !

**Après un mois de visites de terrain, inaugurations et ateliers à travers le pays, l'Union européenne et l'Organisation Internationale du Travail célèbreront une décennie de partenariat le 21 novembre à Tunis.**

Des représentantes de l'OIT,

les ambassadeurs de l'UE et de la Suisse, les ministres de l'Économie et de la Planification ainsi que de l'Intérieur sont attendu.e.s pour une matinée au Palais des congrès.

Elles/Ils échangeront avec les principaux praticiens sur le rôle de la coopération dans le

Développement local intégré, l'approche spécifique centrée sur l'humain, les progrès accomplis et les pistes pour poursuivre cette fructueuse collaboration rejointe par la Coopération suisse.

Elles/ils entendront des bénéficiaires, visiteront une belle exposition photo et goûteront

aux produits confectionnés par des artisans accompagnées par l'Initiative Pilote pour un Développement Local Intégré (IPDLI).

### Une approche centrée sur l'humain et la proximité

L'IPDLI travaille prioritairement dans des zones défavorisées et fragiles (forêts, oasis...) et en faveur des populations vulnérables (femmes, jeunes, chômeurs, personnes non qualifiées...).

Depuis 10 ans et à travers 72 projets, les conditions de vie de 400 000 Tunisiens/ Tunisiennes se sont améliorées de façon pérenne, grâce à des investissements publics qui ont recours aux ressources locales (matériaux et main-d'oeuvre).

Ces interventions accompagnent l'adaptation au changement climatique si violent dans les zones rurales, elles reposent sur des diagnostics précis et une priorisation des besoins par les habitant.e.s et les communes.

Par nature, le Développement local intégré favorise des interventions socialement inclusives et pourvoyeuses d'emplois décents ; il induit une implication de l'ensemble des acteurs publics et privés au niveau local, mais aussi des services déconcentrés de l'état,

des institutions et des partenaires sociaux à l'échelle régionale/ nationale.

L'IPDLI intervient directement dans 7 gouvernorats et 19 communes du Nord-Ouest, du Centre et du Sud du pays.

Concrètement aujourd'hui : des villages ont été désenclavés, rendant possible et en toute saison l'accès à l'école et au dispensaire, mais aussi la vente de produits agricoles ; des coopératives ont été créées/ accompagnées afin de rendre des femmes rurales économiquement autonomes ; des périmètres agricoles améliorés permettent une valorisation accrue de la production et en même temps l'aménagement de sentiers écotouristiques ; des communes et des administrations déconcentrées ont appris à mieux travailler ensemble ; des programmes publics et des projets de coopération progressent en synergie...

Le Développement local intégré qui est expérimenté par la Tunisie et les programmes de coopération depuis une décennie projette le pays dans l'avenir en offrant des perspectives pour les jeunes. Ce mode d'action prouve tous les jours son efficacité pour répondre aux défis économiques, sociaux et écologiques auxquels la population est confrontée.



**AUDIENCE WMC PORTAL**  
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**  
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**  
Visites

+ de **23 Millions**  
Pages Vues

**L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien**

CSP+, Cadres, Dirigeants...  
associé à un ciblage large public  
(depuis 2000)



# WMC Le mag



## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Magazine numérique  
hebdomadaire  
(tous les jeudis)

optimisé pour une lecture sur  
smartphone, tablette et desktop

Diffusion exclusive sur les kiosques numériques  
**TTPresse (+ de 20.000 abonnés)**  
**+ PressReader.com + ePresse.fr**

*Exposition «Hymne au ciel de Carthage»*

## Échos artistiques de l'âme tunisienne à la galerie Saladin



ciel de Carthage " propose " une Oeuvre messianique écho des temps anciens. Elle est née du souci artistique de créer des œuvres d'art prégantes aussi bien sur le plan esthétique que thématique " c'est ainsi que l'artiste-plasticien Jamel Chaouki Mahdaoui auteur de la signature JCM présente sa nouvelle exposition personnelle " D'Art et d'Amour sous le ciel de Carthage " qui se tient à la galerie d'art Saladin-Sidi Bou Said du 18 novembre au 28 décembre 2023. A la beauté botanique épousant en harmonie les couleurs emblématiques du village Sidi

Saladin, s'est paré de ses plus beaux atours, pour accueillir, sur tapis rouge, samedi 18 novembre, jour du vernissage, un monde cosmopolite venu découvrir avec enthousiasme attentionné ce que leur réserve l'artiste protéiforme nourri d'art et d'amour, deux éléments indissociables dans sa vie, son vécu et ses créations.

" Hymne au ciel de Carthage est un hommage au ciel de Carthage, l'irremplaçable ciel de Tunisie, sous lequel je me suis épanoui sur tous les plans, notamment artistique et émotionnel, car je me considère comme un enfant

de la genèse carthaginoise " avoue -t-il avec fierté.

En parcourant les lieux bercés par la musique qui l'accompagne dans son acte créatif-créateur, les œuvres en techniques mixtes (moyens et grands formats) pour ne citer qu' " Ames dansantes ", " Les sceptres ", " Au royaume de l'inaccessible " " Cosmogenèse ", " l'Arbre de vie " " Enigma "...forment une escapade esthétique et visuelle où le visiteur plonge dans "les tendres échos chromatiques, les moindres pulsions ou émois, émanant d'un artiste en quête perpétuelle de l'essence ultime des choses, des êtres et de l'univers " comme le décrit bien Mohamed Ben Aderrazzak dans l'édito du catalogue.

Ainsi, tout au long de cette évasion aux couleurs chaudes et froides à la fois, dorlotées ici et là par la lumière des bougies qui trônent joliment dans tous les coins et recoins des lieux, ce sont les signes et signatures de son éthique fondatrice révélant la richesse de sa pluridisciplinarité : artiste-peintre, critique d'art,

auteur, philosophe, poète...et à sa manière un fervent défenseur de l'âme humaine.

Avec des formes énigmatiques prenant ses couleurs fétiches qui libèrent la lumière comme dans " Vision cosmique ", "Le règne de l'intemporel ", " Mangrove ", " El Kahina "... il pousse, dans l'admiration et l'émerveillement de l'assistance, à la réflexion et à l'interprétation de ce qui se cache au cœur de son univers nébuleux et des visages qui émergent dans son art abstrait : l'essence de l'existence, de la naissance, des êtres, de l'univers... guidé toujours par cet attachement " à la Matrice qui a fait l'Humanité " révèle le maître spirituel de l'espace pictural.

Et même si la beauté de ses toiles relève du mystère, les amateurs d'art présents n'ont pas manqué d'avouer qu'une certaine connivence s'était installée entre eux et les toiles exposées. Car ce qui accroche c'est cette sensibilité de l'artiste aux multiples talents face à ce qui l'entoure dans son environnement proche ou lointain et qu'il exprime dans sa peinture en réinventant son art qui est " l'expression de tout un cheminement de vécu entre blessures et écorchures, rires et autodérisions dans un monde où l'amour espiègle via l'art s'évertue à détrôner la raison pure " note l'enfant de Carthage.

### **Genèse de l'esprit nouveau**

L'esprit de cette exposition c'est " la pluralité fusionnelle des arts en mêlant l'art plastique, l'installation, le catalogue de l'artiste, la musique, l'art décoratif, l'affiche, la photographie... car tous ces éléments forment le vocabulaire plastique et la personnalité entière de Jamel Chaouki Mahdaoui dont les œuvres ont été, depuis plus de 45 ans, le témoin de son désir ardent de saluer d'autres rives en laissant transporter l'œil d'esthète sur une autre planète, un monde ancien où rien n'est semblable à ce que l'on voit tous les jours, avec de surprenantes scènes de couleurs, d'images voire de sons" a mentionné l'agent artistique et commissaire de l'exposition Mejda Mahdaoui, la muse et la compagne de route de JCM.

Pour Ridha Souabni, Directeur Général et maître des lieux, de mémoire artistique, cette exposition " marque déjà le début d'une nouvelle année en portant un souffle à la fois nouveau et novateur ". Le galeriste chevronné s'exprime avec émotion "je pense qu'elle aura certainement écho à plus d'un égard car c'est une exposition qu'on peut aborder avec une curiosité mêlée de respect et d'excitation face au talent exceptionnel d'un artiste singulier à tous points de vue ".

Si Salvadore Dali parlait à son temps de la naissance de

l'homme nouveau, le carthaginois Jamel Chaouki Mahdaoui parle lui de " la genèse de l'esprit nouveau ". Ainsi, même si la métaphore de son recueil artistique " Immanence et Transcendance " cadenassé, installé au sol, surplombé et bercé d'en haut par les " Ovoïdes célestes ", peut choquer ou déranger certains esprits, cette subtile orchestration artistique, révèle une visiteuse, qui sort des sentiers battus, est surprenante émanant d'un artiste qui s'insurge contre la banalisation de l'art et la négligence de ceux qui sont aux rênes de la culture, et qui ne sont rien de plus que de " touristes culturels ".

Pour lui, c'est " toute une symbolique gravitant autour des thèmes de l'amour, de la paix, de la poésie et de la philosophie et bien loin de tous les discours haineux qui ne cessent de noircir nos horizons au quotidien et qu'il nous faut exorciser par tous les moyens et justement par l'art qui est une noble et non moins belle opportunité de contrecarrer la misère sous tous ses aspects ". Et c'est là le secret de jouvence de son œuvre messianique : Justice à la Culture par devoir de Mémoire. Jamel Chaouki Mahdaoui s'explique " c'est un tandem esthétique à la fois visuel et acoustique fondé sur ma ferme volonté de toujours aborder la vie d'une manière frontale...sans demeurer dans l'attente d'un quelconque miracle céleste.... ".



*A Toute allure*

## Lettre de mon dinar !



**Bonjour mon fils, mon ami,**

Tu ne reconnaîtras peut-être pas l'expéditeur de cette lettre. Tu trouveras même un peu bizarre de recevoir une lettre par La Poste en ces temps de mail gratuit sur la Toile. C'est normal. Je me fais vieux.

Pourtant, je suis tout un symbole de jeunesse et de liberté. Je suis né avec l'indépendance du pays et on m'a gratifié du rôle d'un des libérateurs de la nation. Mon nom évoquait à lui tout seul toute la hardiesse de cette Tunisie naissante et qui veut s'affranchir de tous les symboles de son passé colonial même si elle se fait violence pour le réaliser.

Mais aujourd'hui, je suis tombé en déchéance. Les affres de la

vie m'ont, petit à petit, réduit à une simple unité, le Dinar, et les jeunes ne m'appellent que par mon mauvais pseudo Dannous!

Eh oui, c'est moi le bon vieux Dinar. Le Dinar, qui était la fierté de vos pères et non pas le Dannous de vos soirées clinquantes. J'étais un jour fier et vert en papier de luxe imprimé je ne sais où et au milieu de tout un beau monde. Il y avait là le "Demi-dinar", en robe marron, le "Cinq dinars", grand et bleuté, et aussi avec une flopée de petites pièces, petites mais valeureuses avec lesquelles on pouvait encore acheter des choses et des choses !

Voilà! La vie et le coût de la vie, comme disent vos analystes, m'ont réduit à une simple pièce métallique blanche que vous

ne vous hasardez même plus à donner à vos gosses pour le Mahba de l'Aïd. Pauvre de moi ! Je ne veux plus rien malheureusement. Même pas une brique d'un litre de lait ! Même pas un kilo de sucre ! Bientôt on ne saurait plus me distinguer au beau milieu d'une bourse quand, après la pièce de 5 dinars, viendront peut-être d'autres pièces plus importantes que moi !

Le jour où vous n'écrivez plus rien à droite de la virgule sera mon dernier jour. Ce sera alors le moment de faire mon deuil ! Je ne resterai pas là à vivre ma disparition comme d'autres monnaies qui ont été réduites à des points après la virgule !

C'est pour ça que je t'écris cette lettre mon fils afin que tu ne t'étonnes pas de ma disparition et que tu ne commences pas à crier devant l'attar : « mon dannous est perdu ! Où il est passé mon dannous?! ». Je ne suis pas' ton dannous! Je suis le dinar et je m'éclipse ! Au revoir, peut-être au musée de la Monnaie... ». (Lettre du 10 novembre 2010)

*Ali Laidi Ben Mansour*

# KIOSQUE



## LeMag n°105

- Budget 2023 : Le gouvernement Bouden propose des mesures urgentes à prendre
- «Le décret présidentiel sur la réconciliation pénale est inapplicable», affirme Faouzi Abderrahmane
- Fuite des cerveaux tunisiens
- Les beignets de Ghomrassen au patrimoine mondial de l'Unesco?



## LeMag n°101

- IDE : Forte augmentation des investissements étrangers
- Impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises publiques
- De l'air pour ne plus avoir soif à l'école
- La nouvelle Golf 8 en Tunisie



## LeMag n°99

- Guerre en Ukraine : L'onde de choc économique sur la Tunisie
- Pas de réduction du déficit énergétique et des prix de l'électricité sans énergies renouvelables
- Suppression des autorisations pour 12 activités économiques
- «El Hadhra» de Fadhel Jaziri : Transe au cœur de la Cité



## LeMag n°91

- Risque Tunisie : Fortes pressions sociales et internationales
- Les exportations du jean tunisien aux USA ont bondi de 69% en 2021
- 1,5 million de Tunisiens auraient payé 570 MDT de pot-de-vin en 2020
- «Yallaa» ou la découverte des joies de la création avec Rania Werda



## LeMag n°85

- Marché financier 2021 : Quel bilan ?
- Loi de finances 2022 : Les sociétés de Commerce International en colère
- Loi de Finances 2022 : Créances fiscales, réduction des pénalités et facilités de paiements
- Récit d'une aventure artistique de Rached Zarrai Miladi



## LeMag n°79

- Recouvrement : Un frein à la pérennité de l'entreprise
- Re\*Connect, promouvoir les femmes évoluant dans l'IT
- Marché de l'automobile: Des immatriculations en légère baisse en octobre
- La Tunisie n'a pas besoin du FMI pour financer son économie



HORS - SÉRIE

# RETRAITE

En Tunisie



w/m/c

HORS-SÉRIE

# Tunisiens

Résidents à l'Étranger

